

**PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2023 A 18H30**

Le Conseil municipal de la Commune de Montbard, dûment convoqué le 24 mars 2023, par le Maire, Laurence PORTE, s'est réuni le 30 mars 2023 à l'Espace Paul Eluard à MONTBARD.

**Présidente de séance :** Laurence PORTE – Maire de MONTBARD

**Membres de l'assemblée délibérante présents :** Laurence PORTE, Aurélio RIBEIRO, Danielle MATHIOT, Abdaka SIRAT, Maryse NADALIN, Martial VINCENT, Valérie MONTAGNE, Marc GALZENATI, Sandra VAUTRAIN, Bernard NICOLAS, Brigitte FOGLIA, Dominique ALAINÉ, Béatrice QUILLOUX, Francisca BARREIRA, Fabien DEBENATH, Mireille POIRROTTE, Béatrice PARISOT, Joël GRAPIN, Daniel DESCHAMPS, Sylvie GOYARD, Ahmed KELATI, Bruno DIANO

**Membres de l'assemblée délibérante excusés ayant donné pouvoir :** Jordan LE CARO à Danielle MATHIOT, Thierry MOUGEOT à Béatrice QUILLOUX, Aurore LAPLANCHE à Dominique ALAINÉ, Gérard ROBERT à Aurélio RIBEIRO, Céline AUBLIN à Marc GALZENATI, Magalie RAEVENS à Maryse NADALIN

**Membre de l'assemblée délibérante absent :** Maryline DECOURSIERE-PERROT

**Secrétaire de séance :** Danielle MATHIOT

Le quorum est atteint.

L'ordre du jour s'établit comme suit :

- Nomination du secrétaire de séance
- Adoption du Procès-verbal de la séance du 16 mars 2023
- Budget Principal et Budgets Annexes : Vote des comptes de gestion 2022
- Budget Principal : Vote du compte administratif 2022
- Budget annexe Eau et assainissement : Vote du compte administratif 2022
- Budget annexe Lotissements : Vote du compte administratif 2022
- Budget Principal : affectation des résultats / Compte administratif 2022
- Taux d'imposition des taxes directes locales pour 2023
- Budget Principal : Vote du Budget primitif 2023
- Budget annexe EAU ET ASSAINISSEMENT : Vote du Budget primitif 2023
- Budget annexe LOTISSEMENTS : Vote du Budget primitif 2023
- Attribution de subventions aux associations pour l'année 2023
- Programmation culturelle du Musée et Parc Buffon : demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté – *Annule et remplace délibération n°2023.10*
- MJC - Espace de Vie Sociale : Convention tripartite d'objectifs et de moyens entre la MJC André MALRAUX, la Ville de Montbard et la Communauté de Communes du Montbardois – reconduction pour 2023 du cofinancement de la Ville
- Rapport présentant les actions entreprises suite aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes
- Avis sur demande de remise gracieuse suite à débet juridictionnel prononcé par la Chambre Régionale des Comptes à l'encontre d'anciens comptables de la commune de Montbard
- Inscription à l'état d'assiette – Destination des coupes – Exercice 2023 – *Annule et remplace délibération n°2022.96*
- Création d'emploi saisonnier pour les Services Techniques – Service Valorisation Paysagère et Jardins Publics

- Création d'emploi saisonnier pour les Services Techniques
- Création d'emplois saisonniers pour le Service Camping municipal
- Création d'un emploi saisonnier pour le Service Musée et Parc
- Création d'un emploi permanent pour le Service L.E.S.R.A
- Communication des décisions du Maire prises dans le cadre des compétences déléguées

### Informations diverses de Madame le Maire

#### Ordre du jour

Madame le Maire précise que ce Conseil municipal sera principalement dédié au vote du budget, soit la déclinaison concrète du Débat d'Orientations Budgétaires du 16 mars 2023 portant sur cinq priorités, à savoir :

- la poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement
- la stabilité fiscale
- la politique d'investissement ciblée sur les projets lancés ou projets générant des économies de fonctionnement
- le maintien de la qualité du service public municipal de proximité
- le soutien au pouvoir d'achat des Montbarfois

Madame le Maire revient également sur un point inscrit à l'ordre du jour : *le rapport présentant les actions entreprises suite aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes*. Ce rapport fera l'objet d'une présentation, une année après le débat qui avait eu lieu en conseil municipal le 8 mars 2022.

#### Débats d'Orientations Budgétaires

Depuis le 16 mars dernier, deux débats d'orientations budgétaires se sont tenus : d'une part, celui du Centre Communal d'Action Sociale dont le budget augmente de 34% par rapport à 2022 et, d'autre part celui de la Communauté de Communes du Montbarfois. Lors de ce dernier, il a été question de l'acquisition d'un terrain (parcelle situées sur le secteur de Courtangis) pour le SDIS, en vue de la construction d'un nouveau centre de secours principal.

Madame le Maire mentionne l'engagement de la Ville de Montbard puisque cette dernière a conclu avec le SDIS une convention de mise à disposition de quatre agents municipaux dans leur temps de travail pour leur mission de sapeur-pompier volontaire. En 2022, c'est une mise à disposition de 330 heures.

Madame Sylvie GOYARD, conseillère municipale du groupe « Alternative citoyenne pour Montbard », interroge sur l'échéance du projet de construction. Madame le Maire précise qu'il est nécessaire dans un premier temps que la Communauté de Communes finalise l'acquisition du terrain en question et que le projet sera inscrit dans les prévisions budgétaires des années à venir.

### DÉLIBÉRATIONS EXAMINÉES – 30 MARS 2023

#### **Délibération n°2023.28 : Nomination du secrétaire de séance**

En application de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil nomme Madame Danielle MATHIOT pour remplir les fonctions de secrétaire

#### **Délibération n°2023.29 : Adoption du procès-verbal de la séance du 16 mars 2023**

Le projet de procès-verbal de la réunion du 16 mars 2023 a été adressé à chaque conseiller municipal. Il est soumis à l'approbation du conseil.

Le Conseil municipal adopte à l'unanimité le procès-verbal de la réunion du 16 mars 2023.

#### **Délibération n°2023.30 : Budget Principal et Budgets Annexes : Vote des comptes de gestion 2022**

##### **Rapporteur :**

*Aurélio RIBEIRO, Adjoint*

##### **Le rapporteur expose :**

**Vu** les comptes de gestion du Trésorier Percepteur pour le Budget Principal de la Commune et pour les Budgets Annexes, pour l'année 2022 ;

**Considérant** que les écritures des comptes de gestion concordent avec celles des comptes administratifs ;

##### **Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **vote** les comptes de gestion du Trésorier Percepteur pour le Budget Principal de la Commune et pour les Budgets Annexes, pour l'année 2022

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**  
**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

**Délibération n°2023.31 :**  
**Budget Principal : Vote du compte administratif 2022**

**Rapporteur :**  
Aurélio RIBEIRO, Adjoint

**Le rapporteur expose :**

Monsieur Aurélio RIBEIRO revient sur les grandes lignes du compte administratif 2022 du budget Principal et exploite quelques chiffres clés.

Budget Principal – dépenses de fonctionnement : 10 098 621.78€ : reflètent l'augmentation liée aux effets d'inflation, aux problématiques liées à l'énergie et à l'évolution du point d'indice de la Fonction Publique à compter de juillet 2022.

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
60611	Eau & assainissement	43 300,00	41 043,31	43 000,00
60612	Energie-électricité	350 000,00	269 007,06	453 710,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	433 570,00
60622	Carburants	67 000,00	66 910,21	75 000,00
60623	Alimentation	32 000,00	31 539,39	34 500,00
60631	Fournitures d'entretien dont	19 600,00	12 233,39	22 000,00
60632	F. de petit équipement	29 980,00	15 838,07	21 964,00
60633	F. de voirie	4 500,00	2 033,38	8 900,00
60636	Vêtements de travail	12 350,00	3 424,86	11 700,00
6064	Fournitures administratives dont	15 180,00	8 672,74	9 655,00
6065	Livres, disques, cassettes	18 000,00	16 222,91	16 000,00
6067	Fournitures scolaires (dont papier)	15 800,00	15 725,82	16 800,00
6068	Autres matières & fournitures	131 650,00	115 919,34	111 900,00
611	Contrats prestation de services	1 027 236,17	991 047,43	803 489,92
6132	Location immobilière	900,00	919,64	950,00
61351	Locations mobilières - Matériels roulant	3 000,00	1 692,18	4 000,00
61358	Locations mobilières - Autres	2 950,00	7 296,04	7 564,00
614	Charges loc. et de copropriété	9 000,00	5 497,15	9 000,00
61521	Entretien de terrains	27 500,00	15 866,67	36 600,00
615221	Entretien de bâtiments publics	83 000,00	69 234,72	45 000,00
615228	Entretien autres bâtiments	30 000,00	16 133,08	27 000,00
615231	Entretien de voiries	47 000,00	31 014,63	49 606,31
615232	Entretien et réparations sur réseaux	0,00	4 276,80	10 000,00
61524	Entretien de bois et forêts	322,00	0,00	4 281,00
61551	Entretien matériel roulant	60 000,00	68 859,08	75 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	28 125,00	22 198,69	22 997,00
6156	Maintenance	139 240,00	127 300,14	250 469,00
6161	Multirisque	19 000,00	18 516,12	50 000,00
6168	Autres assurances	28 000,00	28 805,28	31 700,00
6182	Doc. générale et Technique	1 000,00	758,03	900,00
6184	Versements à des organ.form.	15 525,00	9 568,00	16 265,00
6188	Autres frais divers	49 382,00	39 557,29	52 960,12
6225	Indemn. comptable,régisseur	1 110,00	860,00	860,00
6227	Frais d'actes,de contentieux	105 000,00	37 900,00	73 175,00
6228	Divers	1 200,00	1 372,28	1 380,00
6231	Annonces et insertions	4 952,14	130,06	90,00
6234	Réceptions	500,00	308,90	300,00
6236	Catalogues et imprimés	7 361,00	5 798,04	11 728,00
6238	Frais divers de publicité	298 572,86	275 452,81	214 693,77
6245	Transport de personnes extérieures à la collectivité	151 000,00	169 192,06	175 000,00
6251	Voyages et déplacements et missions	3 250,00	4 743,31	3 360,00
6261	Frais d'affranchissement	14 000,00	12 682,11	14 000,00
6262	Frais de télécommunication	34 000,00	40 962,18	47 400,00
627	Services bancaires et assimilé	800,00	1 919,02	2 000,00

6281	Concours divers (cotisations)	12 129,00	9 173,51	7 740,98
6282	Frais de gardiennage	1 045,00	361,44	400,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	51 694,00
6288	Autres services extérieurs	24 530,00	36 750,34	66 867,00
63512	Taxes foncières	60 000,00	57 376,00	61 400,00
63513	Autres impôts locaux	24 000,00	20 715,20	24 000,00
6355	Taxes & impôts sur véhicules	1 120,00	0,00	1 680,00
<b>Total chapitre 011</b>		<b>3 055 110,17</b>	<b>2 732 808,71</b>	<b>3 514 250,10</b>
6332	Cotisations au FNAL	15 000,00	15 040,14	15 877,20
6336	Cotisation CNG,CG de la FPT	68 500,00	68 825,68	75 166,48
6338	Autres impôts & taxes	8 600,00	9 112,39	10 117,04
64111	Rémunération principale (PT)	2 500 000,00	2 483 959,58	2 480 520,00
64112	N.B.I. sup. familial traitement	28 000,00	26 956,16	27 345,24
64113	N.B.I.	21 500,00	21 111,04	21 049,08
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflation	0,00	8 600,00	0,00
64118	Autres indemnités (PT)	520 000,00	529 338,58	567 000,00
64131	Rémunération	470 000,00	448 081,87	590 078,19
64132	SFT non titulaire	4 000,00	2 677,04	2 995,80
64134	Personnel non titulaire - Indemnité inflation	0,00	1 800,00	0,00
64138	Primes et autre indemnités	26 500,00	39 655,13	50 875,28
64164	Emploi aidés - indemnités inflation	0,00	200,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	19 200,00	19 781,15	2 061,57
6451	Cotisations à l'URSSAF	525 000,00	534 445,05	588 361,72
6453	Cotisations caisses retraite	825 000,00	813 703,44	823 498,24
6454	Cotisations ASSEDIC	24 000,00	21 048,66	27 008,84
6455	Cotisations Assurances Personnel	49 000,00	48 907,64	49 000,00
6456	versement au FNC du supplément familial	7 500,00	4 480,00	6 000,00
6474	Versements autres oeuvres soc	28 000,00	26 994,68	28 000,00
6475	Médecine du travail	12 200,00	12 143,20	13 950,00
6478	Autres charges sociales diverses	18 000,00	13 350,19	16 000,00
6488	Autres charges	10 000,00	3 855,50	5 095,32
<b>Total chapitre 012</b>		<b>5 180 000,00</b>	<b>5 154 067,12</b>	<b>5 400 000,00</b>
7392221	Fonds de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales	560 000,00	494 616,00	520 000,00
<b>Total chapitre 14</b>		<b>560 000,00</b>	<b>494 616,00</b>	<b>520 000,00</b>
23	Virement section investissement	2 169 954,35	0,00	3 609 425,69
<b>Total chapitre 023</b>		<b>2 169 954,35</b>	<b>0,00</b>	<b>3 609 425,69</b>
675	Valeurs comptables des immo. Cédées	0,00	0,00	0,00
6761	Diff. Sur réalisation transf. En inves.	0,00	0,00	0,00
6811	Dot.amort.immos incorp.& corp	636 184,69	575 079,56	602 000,00
<b>Total chapitre 042</b>		<b>636 184,69</b>	<b>575 079,56</b>	<b>602 000,00</b>
65132	Prix	1 200,00	600,00	400,00
65133	Secours d'urgence	0,00	1 329,34	500,00
65311	Indemnités de fonction des élus	101 235,00	101 585,97	101 958,72
65312	Frais de mission et déplacement des élus	1 000,00	358,33	380,00
65313	Cotisations retraite élus	7 717,00	6 657,25	6 649,32
65314	Cot.séc. sociale part patr. élus	6 550,00	7 834,37	8 044,32
65315	Formation élus	7 000,00	1 026,16	7 000,00
653172	cotisation fds financement allocation fin mandat	100,00	63,76	100,00
6541	Créances admises en non valeur	2 800,00	0,00	1 800,00
6542	Créances éteintes	0,00	1 056,62	1 000,00
6553	Service d'incendie	104 788,00	104 788,00	109 430,00
65568	Autres contribution organ.regroup.	40 500,00	29 342,82	30 550,00
6558	Autres dépenses obligatoires	40 000,00	28 235,34	48 727,00
657348	Subv aux autres communes	3 000,00	0,00	5 000,00
657361	Caisse des écoles	37 878,00	46 230,29	63 092,30
657362	CCAS	458 708,31	380 035,33	512 443,56
65748	Subv. fonct. person. droit privé	140 000,00	131 233,56	130 000,00
65888	charges diverses de la gestion courante	1 010,00	2 286,05	500,00
<b>Total chapitre 65</b>		<b>953 486,31</b>	<b>842 663,19</b>	<b>1 027 575,22</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	332 000,00	325 537,88	324 000,00
661121	montant des ICNE de l'exercice	118 000,00	119 362,90	89 640,27
661122	montant des ICNE de l'exercice N-1	-147 348,55	-147 348,55	-119 362,90

6688	autres	1 300,00	0,00	0,00
<b>Total chapitre 66</b>		<b>303 951,45</b>	<b>297 552,23</b>	<b>294 277,37</b>
673	Titres annulés (exerc.antér.)	3 000,00	834,97	3 000,00
<b>Total chapitre 67</b>		<b>3 000,00</b>	<b>834,97</b>	<b>3 000,00</b>
6817	Dotations aux prov. Pour dépréciation des actifs circulants	1 000,00	1 000,00	1 000,00
<b>Total chapitre 68</b>		<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>12 862 686,97</b>	<b>10 098 621,78</b>	<b>14 971 528,38</b>

Budget Principal – recettes de fonctionnement : 11 730 329,01€

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
2	Excédent antérieur reporté Fonc	4 604 942,76		4 236 649,99
<b>Total chapitre 002</b>		<b>4 604 942,76</b>	<b>0,00</b>	<b>4 236 649,99</b>
6419	Remb. rémunérations de personnel	10 000,00	114,84	0,00
6459	Remb. Sur charges de SS	5 000,00	18 965,78	20 000,00
<b>Total chapitre 013</b>		<b>15 000,00</b>	<b>19 080,62</b>	<b>20 000,00</b>
75888	Autres produits divers de gestion courante	0,00	119,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements des subv équipement versées	50 000,00	50 000,00	30 000,00
777	Subv.transférées au résultat	73 698,00	39 214,56	36 000,00
<b>Total chapitre 042</b>		<b>123 698,00</b>	<b>89 333,56</b>	<b>66 000,00</b>
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	19 200,00
70311	Concessions dans les cimetières	5 000,00	11 966,60	7 000,00
70323	Redev occup domaine public	25 830,00	25 850,70	27 500,00
7035	Droits de chasse et pêche	3 012,00	3 024,05	3 036,72
7062	Redev. services à car. culturel	49 000,00	48 864,43	53 000,00
70632	Redev. à car. De loisirs	140 000,00	182 942,15	165 000,00
7066	Redev. Services à caractère social	75 000,00	91 074,03	72 000,00
70688	Autres prestations de services	10 490,00	2 961,00	5 300,00
7083	Locations diverses(-immeub)	3 200,00	2 700,00	2 800,00
70841	Mise à dispo personnel budgets annexes	463 000,00	476 620,56	238 750,00
70843	Mise à dispo personnel budget CCAS	0,00	0,00	170 000,00
70844	Mise à dispo personnel budget Caisses des écoles	0,00	0,00	89 250,00
7088	Autres produits d'activités annexes	3 800,00	2 933,00	3 622,00
<b>Total chapitre 70</b>		<b>778 332,00</b>	<b>848 936,52</b>	<b>856 458,72</b>
73211	Fiscalité reversée - attribution de compensation	2 343 986,00	2 343 986,00	2 343 986,00
73221	FNGIR	1 865 180,00	1 865 180,00	1 865 180,00
<b>Total chapitre 73</b>		<b>4 209 166,00</b>	<b>4 209 166,00</b>	<b>4 209 166,00</b>
73111	Impôts directs locaux	3 450 000,00	3 367 745,00	3 556 267,00
73123	Taxe add. droits de mutation	130 000,00	197 360,36	130 000,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	60 000,00	46 220,79	45 000,00
73154	Droits de place	22 920,00	22 518,38	28 645,00
73174	Taxe locale sur pub extérieure	1 542,00	1 603,80	1 603,00
7318	Autres impôts ou assimilés	0,00	1 005,00	0,00
<b>Total chapitre 731</b>		<b>3 664 462,00</b>	<b>3 636 453,33</b>	<b>3 761 515,00</b>
741121	Dot Solidarité rurale	42 000,00	41 490,00	41 000,00
744	FCTVA	14 000,00	15 595,00	14 943,72
74718	Participations-Etat-Autres	93 636,00	82 395,16	111 030,92
7472	Subv.région	8 000,00	0,00	8 000,00
7473	Subv.département	88 900,00	96 709,74	82 700,00
74748	Particip des autres communes	202 289,00	208 334,40	205 978,07
74751	Participations GFP de rattachement	0,00	4 000,00	0,00
74788	Participations- Autres organismes	271 603,00	231 775,11	273 025,49
7482	Compens./perte taxe add.	0,00	173,00	0,00
748312	Dotat°compensat° réforme TP	970 374,00	970 374,00	970 374,00
74833	Etat/compens.taxe fonc.	850 000,00	883 448,00	945 855,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	8 580,00	8 580,00	8 580,00
<b>Total chapitre 74</b>		<b>2 549 382,00</b>	<b>2 542 874,41</b>	<b>2 661 487,20</b>
752	Revenus des immeubles	301 640,00	309 110,03	294 766,80
756	Libéralités reçues	0,00	20,00	0,00
75888	Prod. divers de gest° courante	45 140,00	75 351,99	60 000,00
<b>Total chapitre 75</b>		<b>346 780,00</b>	<b>384 482,02</b>	<b>354 766,80</b>
7688	Autres produits financiers	0,00	2,55	0,00

<b>Total chapitre 76</b>		<b>0,00</b>	<b>2,55</b>	<b>0,00</b>
<b>773</b>	Mandats annulés (exerc. antérieur)	500,00	0,00	500,00
<b>775</b>	Produits des cessions d'immo.(vente de patrimoine)	0,00	0,00	0,00
<b>Total chapitre 77</b>		<b>500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500,00</b>
<b>7817</b>	Reprise sur prov. Pour dépréciation	0,00	0,00	0,00
<b>Total chapitre 78</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>16 292 262,76</b>	<b>11 730 329,01</b>	<b>16 166 543,71</b>

Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> Adjoint, précise le résultat de l'exercice 2022 à 1 631 707.23€ (recettes de fonctionnement – dépenses de fonctionnement).

A ce résultat de l'exercice 2022, s'ajoute le résultat reporté de l'année antérieure, ce qui conduit à un résultat de clôture du budget de fonctionnement en 2022 à hauteur de **6 236 649.99€**.

Budget Principal – dépenses d'investissement : **7 078 677,80€**

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
001	Solde d'exécution de la section d'inv. reporté	1 381 832,91		3 166 075,53
<b>Total chapitre 001</b>		<b>1 381 832,91</b>	<b>0,00</b>	<b>3 166 075,53</b>
13911	Etat et établissement nationaux	196,00	196,00	196,00
13912	Régions	29 529,00	29 529,00	29 529,00
13913	Département	1 455,56	1 455,56	1 456,00
13918	Autres	42 517,44	8 034,00	4 819,00
198	Neutralisation des amortissements	50 000,00	50 000,00	30 000,00
2111	Terrains nus	0,00	119,00	0,00
<b>Total chapitre 040</b>		<b>123 698,00</b>	<b>89 333,56</b>	<b>66 000,00</b>
2151	Réseaux de voirie	43 485,98	43 485,98	24 500,00
<b>Total chapitre 041</b>		<b>43 485,98</b>	<b>43 485,98</b>	<b>24 500,00</b>
10226	Taxe d'aménagement	1 000,00	0,00	0,00
<b>Total chapitre 10</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	1 936 000,00	1 913 278,42	2 020 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	2 051,62	5 000,00
<b>Total chapitre 16</b>		<b>1 941 000,00</b>	<b>1 915 330,04</b>	<b>2 025 000,00</b>
2031	Frais d'études	95 000,00	69 758,18	160 926,80
2051	Concessions, droits similaires	6 000,00	2 806,44	2 291,46
<b>Total chapitre 20</b>		<b>101 000,00</b>	<b>72 564,62</b>	<b>163 218,26</b>
2041582	Bâtiments et installations	205 038,32	122 540,97	120 089,19
204182	Bâtiments et installations	0,00	0,00	67 500,00
20422	Subvention d'équipement versée	116 000,00	67 018,53	8 500,00
<b>Total chapitre 204</b>		<b>321 038,32</b>	<b>189 559,50</b>	<b>196 089,19</b>
2111	Terrains nus	0,00	623,73	0,00
2113	Terrains aménagés-sauf voirie	1 173 142,24	257 694,65	174,79
2116	Cimetières	0,00	77 317,20	0,00
21311	Hôtel de ville	1 000 000,00	973 814,53	2 070 000,00
21312	Bâtiments scolaires	53 958,15	42 829,24	36 327,40
21318	Autres bâtiments publics	1 754 613,94	2 012 132,49	1 053 768,34
21321	Immeubles de rapport	185 198,40	191 203,59	67 478,84
2151	Réseaux de voirie	1 143 411,00	989 367,01	1 173 300,14
2152	Installations de voirie	12 560,00	6 346,45	13 844,00
21568	Autre matériel et outillage	0,00	17 162,43	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	7 188,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	13 000,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	33 127,67	0,00
21838	Autres matériel de bureau et info.	74 000,10	36 680,73	31 376,60
21848	Autres mobiliers	57 296,00	12 517,82	0,00
2185	Matériel de téléphonie	5 000,00	0,00	26 039,30
2188	Autres immo corporelles	104 015,58	51 457,24	62 892,62
<b>Total chapitre 21</b>		<b>5 563 195,41</b>	<b>4 709 462,78</b>	<b>4 548 202,03</b>
2313	Immos en cours-constructions	3 646,16	15 455,34	0,00
238	Avances versées	0,00	43 485,98	24 500,00
<b>Total chapitre 23</b>		<b>3 646,16</b>	<b>58 941,32</b>	<b>24 500,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 479 896,78</b>	<b>7 078 677,80</b>	<b>10 213 585,01</b>

Budget Principal – recettes d'investissement : 5 294 435,18€

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
O21	Virement de la section de fonct	2 169 954,35 €	0,00 €	3 609 425,69 €
<b>Total chapitre 021</b>		<b>2 169 954,35 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 609 425,69 €</b>
2804121	Région- biens mobiliers	3 598,00 €	3 598,00 €	2 000,00 €
28041582	Bâtiments et installations	33 027,37 €	33 027,37 €	36 860,00 €
280422	Privé : Bâtiments et instal.	28 901,63 €	29 616,04 €	32 233,00 €
2805	Concessions & droits similai.	6 006,30 €	6 099,85 €	2 944,00 €
281318	Autres bâtiments publics	0,00 €	0,00 €	77,00 €
281321	Immeubles de rapport	188 441,38 €	193 298,25 €	207 153,00 €
28135	Amort.const.instal° générales	1 562,97 €	1 562,97 €	0,00 €
28152	Amort.installation de voirie	63 179,23 €	63 210,14 €	57 361,00 €
281538	Amort.autres réseaux	2 188,26 €	2 188,26 €	1 757,00 €
281568	Autre matériel incendie	3 615,49 €	4 480,62 €	4 695,00 €
281571	Matériel roulant voirie	28 167,00 €	28 766,00 €	25 865,00 €
28158	Amort. autres matériels technique	5 018,20 €	5 018,20 €	3 774,00 €
281828	Matériel de transport	52 341,50 €	52 341,50 €	44 406,00 €
281831	Matériel scolaire	4 022,38 €	11 695,69 €	11 545,00 €
281838	Matériel de bureau informatique	33 461,85 €	27 514,56 €	30 168,00 €
281841	Mobilier scolaire	0,00 €	1 531,11 €	1 531,00 €
281848	Mobilier	16 822,62 €	20 436,74 €	18 296,00 €
28188	Autres immos corporelles	165 830,51 €	90 694,26 €	121 335,00 €
<b>Total chapitre 040</b>		<b>636 184,69 €</b>	<b>575 079,56 €</b>	<b>602 000,00 €</b>
238	Avances versées	43 485,98 €	43 485,98 €	24 500,00 €
<b>Total chapitre 041</b>		<b>43 485,98 €</b>	<b>43 485,98 €</b>	<b>24 500,00 €</b>
10222	FCTVA	281 421,00 €	353 648,00 €	232 593,79 €
10226	Taxe d'aménagement	5 000,00 €	14 423,90 €	6 000,00 €
1068	Excédents de fonctionnement	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €
<b>Total chapitre 10</b>		<b>2 286 421,00 €</b>	<b>2 368 071,90 €</b>	<b>2 238 593,79 €</b>
1313	Département	0,00 €	0,00 €	11 000,00 €
1321	Etat & établ.nationaux	2 155 920,80 €	648 946,19 €	1 505 269,33 €
1322	Région	491 421,00 €	283 792,00 €	195 576,00 €
1323	Département	302 003,69 €	64 507,11 €	206 996,20 €
13278	Budget communautaire et fonds structurels	47 966,54 €	0,00 €	17 724,00 €
1328	Autres	37 788,73 €	0,00 €	0,00 €
1345	Amendes de police	6 250,00 €	8 189,05 €	0,00 €
<b>Total chapitre 13</b>		<b>3 041 350,76 €</b>	<b>1 005 434,35 €</b>	<b>1 936 565,53 €</b>
1641	Emprunts en euros	1 300 000,00 €	1 300 000,00 €	1 800 000,00 €
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 500,00 €	2 363,39 €	2 500,00 €
<b>Total chapitre 16</b>		<b>1 302 500,00 €</b>	<b>1 302 363,39 €</b>	<b>1 802 500,00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 479 896,78 €</b>	<b>5 294 435,18 €</b>	<b>10 213 585,01 €</b>

Les dépenses d'investissement (7 078 677,80€) supérieures aux recettes d'investissement (5 294 435,18€) traduisent un déficit de 1 784 242,62€. Ce dernier s'ajoutant à celui de l'année 2021 (1 381 832,91), cela amène à un résultat de clôture du budget d'investissement 2022 à hauteur de **- 3 166 075,53€**.

**Le budget de fonctionnement en excédent, le budget d'investissement en déficit, c'est un résultat excédentaire de l'ensemble à hauteur de 3 070 574,46€**

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres/explications précités et présente le résultat global d'exécution du Budget Principal de la Commune pour l'année 2022 :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT
Résultat de clôture 2021		6 604 942,76	- 1 381 832,91			5 223 109,85
Résultats reportés		4 604 942,76	- 1 381 832,91			3 223 109,85
Opérations de l'exercice 2022	10 098 621,78	11 730 329,01	7 078 677,80	5 294 435,18	- 152 535,39	
Résultat de l'exercice 2022		1 631 707,23	- 1 784 242,62		- 152 535,39	
Totaux	-	6 236 649,99	- 3 166 075,53		- 152 535,39	3 223 109,85
Résultats de clôture 2022		6 236 649,99	- 3 166 075,53			3 070 574,46

**Le Conseil municipal**, sous la présidence de Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> Adjoint,  
Le Maire ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote (cf. Article L.2121-14 du CGCT),

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **vote** le compte administratif 2022 du Budget Principal de la Commune, qui retrace toutes les écritures budgétaires réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2022, conformément aux états annexés à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**  
**POUR : 27                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

**Délibération n°2023.32 :**  
**Budget annexe Eau et assainissement : Vote du compte administratif 2022**

**Rapporteur :**  
Aurélio RIBEIRO, Adjoint

**Le rapporteur expose :**

Monsieur Aurélio RIBEIRO revient sur les grandes lignes du compte administratif 2022 du budget annexe Eau et Assainissement et expose quelques chiffres clés.

**Budget Eau et Assainissement – dépenses de fonctionnement : 1 171 333,34 €**

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
6061	Fourn. non stockables (eau, én..	130 000,00 €	94 441,89 €	225 000,00 €
6062	Produits de traitement	12 000,00 €	13 510,62 €	15 000,00 €
6063	Fourn. d'entretien et de petit..	1 600,00 €	3 100,05 €	2 300,00 €
6064	fournitures administratives	300,00 €	43,55 €	300,00 €
6066	Carburants	4 000,00 €	5 085,06 €	6 000,00 €
6068	Autres matières et fournitures	14 000,00 €	9 051,67 €	11 000,00 €
611	Sous-traitance générale	65 000,00 €	57 557,45 €	65 000,00 €
61521	Entretien bâtiment public	10 000,00 €	6 530,00 €	9 000,00 €
61523	Entretien des réseaux	130 000,00 €	74 190,01 €	90 000,00 €
61551	Matériel roulant	1 700,00 €	4 240,43 €	3 000,00 €
61558	Autres biens mobiliers	500,00 €	648,33 €	500,00 €
6156	Maintenance	12 000,00 €	16 261,98 €	15 000,00 €
6161	Multirisques(bâtiments)	950,00 €	640,65 €	950,00 €
6168	Autres (assurances véhicules)	900,00 €	1 228,54 €	1 500,00 €
618	Divers	6 874,00 €	4 333,13 €	5 000,00 €
6228	Divers	3 500,00 €	3 138,82 €	3 500,00 €
6231	Annonces	200,00 €	0,00 €	0,00 €
6256	Missions	200,00 €	474,75 €	500,00 €
6262	Frais de télécommunications	2 800,00 €	2 944,06 €	3 500,00 €
627	Services bancaires et assimilés	200,00 €	360,24 €	400,00 €
6288	Autres prestations de services	1 500,00 €	0,00 €	1 000,00 €
63513	Autres impôts locaux	700,00 €	634,08 €	700,00 €
6371	Red. versée aux agences de l'e..	20 000,00 €	31 614,00 €	33 000,00 €
<b>Total chapitre 011</b>		<b>418 924,00 €</b>	<b>330 029,31 €</b>	<b>492 150,00 €</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité	235 000,00 €	231 575,28 €	238 750,00 €
<b>Total chapitre 012</b>		<b>235 000,00 €</b>	<b>231 575,28 €</b>	<b>238 750,00 €</b>
701249	reversement redevance pollution	92 000,00 €	85 182,00 €	90 000,00 €
706129	reversement redevance modernisation	44 000,00 €	40 808,00 €	45 000,00 €
<b>Total chapitre 014</b>		<b>136 000,00 €</b>	<b>125 990,00 €</b>	<b>135 000,00 €</b>
023	Virement section investissement	0,00 €	0,00 €	7 188,26 €
<b>Total chapitre 023</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 188,26 €</b>
6811	Dot.amort.immos incorp.& corp	438 112,00 €	414 111,80 €	385 000,00 €
<b>Total chapitre 042</b>		<b>438 112,00 €</b>	<b>414 111,80 €</b>	<b>385 000,00 €</b>
6541	Créances admises en non-valeur	10 000,00 €	5 536,80 €	10 000,00 €
6542	Créances éteintes	3 000,00 €	2 405,52 €	3 000,00 €
658	Charges de gestion courante	5,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total chapitre 65</b>		<b>13 005,00 €</b>	<b>7 942,32 €</b>	<b>13 000,00 €</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	36 000,00 €	30 405,59 €	36 001,48 €
661121	ICNE de l'exercice	6 000,00 €	5 551,97 €	3 986,00 €
661122	ICNE de l'exercice N-1	-7 040,98 €	-7 040,98 €	-5 553,00 €
6688	Autres charges financières	500,00 €	0,00 €	0,00 €

<b>Total chapitre 66</b>		<b>35 459,02 €</b>	<b>28 916,58 €</b>	<b>34 434,48 €</b>
673	Titres annulés (exerc.antér.)	35 000,00 €	29 298,48 €	35 000,00 €
678	autres charges exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total chapitre 67</b>		<b>35 000,00 €</b>	<b>29 298,48 €</b>	<b>35 000,00 €</b>
6817	Dot. Dépréciations créances	10 000,00 €	3 469,57 €	10 000,00 €
<b>Total chapitre 68</b>		<b>10 000,00 €</b>	<b>3 469,57 €</b>	<b>10 000,00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 321 500,02 €</b>	<b>1 171 333,34 €</b>	<b>1 350 522,74 €</b>

**Budget Eau et Assainissement – recettes de fonctionnement : 1 215 691,44 €**

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
002	Excédent antérieur reporté Fonc	458 599,54 €		502 957,64 €
<b>Total chapitre 002</b>		<b>458 599,54 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>502 957,64 €</b>
777	Subv.transférées au résultat	47 000,00 €	46 640,69 €	50 000,00 €
<b>Total chapitre 042</b>		<b>47 000,00 €</b>	<b>46 640,69 €</b>	<b>50 000,00 €</b>
70111	Ventes d'eau aux abonnés	465 000,00 €	477 686,44 €	470 000,00 €
701 241	Redev. Pollution origine domestique	90 000,00 €	88 597,24 €	85 000,00 €
70611	Redev assainissement collectif	405 000,00 €	424 186,57 €	420 000,00 €
706121	Redev modernisat° réseau collect	44 000,00 €	42 428,47 €	40 000,00 €
7064	Locations de compteurs	33 000,00 €	38 685,39 €	35 000,00 €
<b>Total chapitre 70</b>		<b>1 037 000,00 €</b>	<b>1 071 584,11 €</b>	<b>1 050 000,00 €</b>
741	Primes d'épuration	30 000,00 €	25 411,01 €	20 000,00 €
747	Subv. Et part des collectivité	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
<b>Total chapitre 74</b>		<b>60 000,00 €</b>	<b>55 411,01 €</b>	<b>50 000,00 €</b>
7588	Prod. divers de gest° courante	400,00 €	41 505,00 €	10 000,00 €
<b>Total chapitre 75</b>		<b>400,00 €</b>	<b>41 505,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00 €	511,25 €	0,00 €
7718	Autres produits except. gestion	0,00 €	39,38 €	0,00 €
773	Mandats annulés (exerc. Antérieurs)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
775	Produit des cessions	0,00 €	0,00 €	0,00 €
778	Autres produits except.	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total chapitre 77</b>		<b>0,00 €</b>	<b>550,63 €</b>	<b>0,00 €</b>
7817	Reprises sur créances	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total chapitre 78</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 602 999,54 €</b>	<b>1 215 691,44 €</b>	<b>1 662 957,64 €</b>

Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> Adjoint, précise que le résultat de l'exercice 2022 est excédentaire à hauteur de **44 358.10€** (recettes de fonctionnement – dépenses de fonctionnement).

A ce résultat de l'exercice 2022, s'ajoute le résultat reporté de l'année antérieure, ce qui conduit à un résultat de clôture du budget Eau et Assainissement – section de fonctionnement en 2022 à hauteur de **502 957.64€**.

**Budget Eau et Assainissement – dépenses d'investissement : 815 778,75 €**

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
139111	Agence de l'eau	33 582,00 €	33 222,51 €	36 582,00 €
13912	Régions	17,00 €	17,07 €	17,00 €
13913	Départements	11 721,00 €	11 721,00 €	11 721,00 €
13914	Communes	1 405,00 €	1 405,11 €	1 405,00 €
13918	Autres	275,00 €	275,00 €	275,00 €
<b>Total chapitre 040</b>		<b>47 000,00 €</b>	<b>46 640,69 €</b>	<b>50 000,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	205 000,00 €	201 881,01 €	229 000,00 €
<b>Total chapitre 16</b>		<b>205 000,00 €</b>	<b>201 881,01 €</b>	<b>229 000,00 €</b>
2031	frais d'études	20 000,00 €	30 710,00 €	0,00 €
<b>Total chapitre 20</b>		<b>20 000,00 €</b>	<b>30 710,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
21311	Bâtiments d'exploitation	143 800,36 €	83 280,58 €	21 469,61 €
21531	Réseaux d'adduction d'eau	294 964,57 €	128 549,90 €	290 243,00 €
21532	Réseaux d'assainissement	229 961,84 €	258 365,88 €	316 196,19 €
21561	Service de distribution d'eau	41 447,00 €	57 640,10 €	87 600,00 €
21562	Service d'assainissement	96 668,00 €	8 710,59 €	30 000,00 €
<b>Total chapitre 21</b>		<b>806 841,77 €</b>	<b>536 547,05 €</b>	<b>745 508,80 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 078 841,77 €</b>	<b>815 778,75 €</b>	<b>1 024 508,80 €</b>

Budget Eau et Assainissement – recettes d'investissement : 768 213,20 €

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
001	Solde d'exécution d'inv. reporté	376 674,09 €		329 108,54 €
<b>Total chapitre 001</b>		<b>376 674,09 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>329 108,54 €</b>
021	Virement de la section de fonct	0,00 €	0,00 €	7 188,26 €
<b>Total chapitre 021</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 188,26 €</b>
28031	Frais d'études	23 622,00 €	23 622,00 €	29 252,00 €
281311	Bâtiments d'exploitation	105 143,00 €	81 226,92 €	73 380,00 €
281351	Bâtiments d'exploitation	1 747,00 €	1 747,00 €	1 747,00 €
281531	Réseaux d'adduction d'eau	264 054,00 €	263 970,61 €	236 650,00 €
281561	Service de distribution d'eau	27 591,00 €	27 591,02 €	33 816,00 €
28182	Matériel de transport	12 791,00 €	12 791,49 €	6 861,00 €
28183	Matériel de bureau	948,00 €	947,00 €	948,00 €
28188	Autres	2 216,00 €	2 215,76 €	2 346,00 €
<b>Total chapitre 040</b>		<b>438 112,00 €</b>	<b>414 111,80 €</b>	<b>385 000,00 €</b>
13111	Subvention Agence de l'Eau	106 055,68 €	115 578,00 €	184 981,00 €
13118	Autres	0,00 €	8 286,40 €	18 231,00 €
<b>Total chapitre 13</b>		<b>106 055,68 €</b>	<b>123 864,40 €</b>	<b>203 212,00 €</b>
1641	Emprunts en euros	158 000,00 €	230 237,00 €	100 000,00 €
<b>Total chapitre 16</b>		<b>158 000,00 €</b>	<b>230 237,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 078 841,77 €</b>	<b>768 213,20 €</b>	<b>1 024 508,80 €</b>

Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> Adjoint, précise le résultat négatif de l'exercice 2022, à hauteur de **47 565 .55€** (recettes d'investissement – dépenses d'investissement).

A ce résultat de l'exercice 2022, s'ajoute l'excédent reporté de l'année antérieure, ce qui conduit à un résultat de clôture du budget Eau et Assainissement – section d'investissement en 2022 à hauteur de **329 108,54€**

**Le budget de fonctionnement et le budget d'investissement sont excédentaires c'est un résultat de l'ensemble à hauteur de +832 066.18€.**

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres/explications précités et présente le résultat global d'exécution du Budget annexe Eau et Assainissement pour l'année 2022 :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT
Résultat de clôture 2021		458 599,54		376 674,09		835 273,63
Résultats reportés		458 599,54		376 674,09		835 273,63
Opérations de l'exercice 2022	1 171 333,34	1 215 691,44	815 778,75	768 213,20	- 3 207,45	
Résultat de l'exercice 2022		44 358,10	- 47 565,55		- 3 207,45	
Totaux	-	502 957,64	- 47 565,55	376 674,09	- 3 207,45	835 273,63
Résultats de clôture 2022		502 957,64		329 108,54		832 066,18

**Le Conseil municipal**, sous la présidence de Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> Adjoint, Le Maire ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote (cf. Article L.2121-14 du CGCT),

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **vote** le compte administratif 2022 du Budget annexe Eau et Assainissement, qui retrace toutes les écritures budgétaires réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2022, conformément aux états annexés à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 27                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

**Délibération n°2023.33 :**

**Budget annexe Lotissements : Vote du compte administratif 2022**

**Rapporteur :**

Aurélio RIBEIRO, Adjoint

**Le rapporteur expose :**

Monsieur Aurélio RIBEIRO précise qu'il n'y a eu aucune écriture comptable pour le budget annexe Lotissement sur l'année 2022.

Budget Lotissements – dépenses de fonctionnement : 0.00€

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
002	Solde d'exécution de la section de fonctionnement reporté	1 225,00 €	0,00 €	1 225,00 €
<b>Total chapitre 002</b>		<b>1 225,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 225,00 €</b>
71355	variation des stocks de terrains aménagés	152 487,24 €	0,00 €	152 487,24 €
<b>Total chapitre 042</b>		<b>152 487,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>152 487,24 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>153 712,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>153 712,24 €</b>

Budget Lotissements – recettes de fonctionnement : 0.00€

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
7015	Vente de terrains aménagés	153 712,24 €	0,00 €	153 712,24 €
<b>Total chapitre 70</b>		<b>153 712,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>153 712,24 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>153 712,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>153 712,24 €</b>

Budget Lotissements – dépenses d'investissement : 0.00€

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	152 487,24 €	0,00 €	152 487,24 €
<b>Total chapitre 001</b>		<b>152 487,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>152 487,24 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>152 487,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>152 487,24 €</b>

Budget Lotissements – recettes d'investissement : 0.00€

Article	Libellé	Budget 2022	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023
3555	Terrains aménagés	152 487,24 €	0,00 €	152 487,24 €
<b>Total chapitre 040</b>		<b>152 487,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>152 487,24 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>152 487,24 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>152 487,24 €</b>

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres/explications précités et présente le résultat global d'exécution du Budget annexe Lotissements pour l'année 2022 :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT	DEPENSES/ DEFICIT	RECETTES/ EXCEDENT
Résultat de clôture 2021	- 1 225,00		- 152 487,24		- 153 712,24	
Résultats reportés	- 1 225,00		- 152 487,24		- 153 712,24	
Opérations de l'exercice 2022	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice 2022						
Totaux	- 1 225,00		- 152 487,24		- 153 712,24	
Résultats de clôture 2022	- 1 225,00		- 152 487,24		- 153 712,24	

Le Conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> Adjoint, Le Maire ayant quitté la salle et ne prenant pas part au vote (cf. Article L.2121-14 du CGCT),

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **vote** le compte administratif 2022 du Budget annexe Lotissements, qui retrace toutes les écritures budgétaires réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2022, conformément aux états annexés à la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 27**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

**Délibération n°2023.34 :**

**Budget Principal : affectation des résultats / Compte administratif 2022**

**Rapporteur :**

Aurélio RIBEIRO, Adjoint

**Le rapporteur expose :**

**Vu** le Compte Administratif 2022 pour le Budget Principal ;

## Le Conseil municipal,

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **affecte** les résultats de clôture du Budget Principal pour l'exercice budgétaire 2022, comme suit :

BUDGET	RESULTAT CONSTATE	AFFECTATION OU REPORT	
PRINCIPAL	Excédent de fonctionnement	2 000 000,00 €	Compte 1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé
	6 236 649,99 €	4 236 649,99 €	Compte 002 : Excédent de fonctionnement reporté (recette de fonctionnement)
	Déficit d'investissement	- 3 166 075,53 €	Compte 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (dépense d'investissement)
	- 3 166 075,53 €		

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :

POUR : 28

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

### Délibération n°2023.35 BIS

(Annule et remplace délibération n°2023.35)

#### Taux d'imposition des taxes directes locales pour 2023

#### Rapporteur :

Laurence PORTE, Maire

#### Le rapporteur expose :

**Considérant** que la loi de finances pour 2020 a prévu la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales et un nouveau schéma de financement des collectivités.

**Considérant** que cette refonte de la fiscalité locale est entrée progressivement en vigueur depuis 2020.

**Considérant** que depuis 2021, la commune perçoit la taxe d'habitation uniquement sur les résidences secondaires.

**Considérant** la volonté de la municipalité de maintenir inchangés les taux de fiscalité locale en 2023, conformément aux orientations budgétaires débattues en réunion du Conseil municipal le 16 mars dernier,

Monsieur Bruno DIANO, conseiller municipal du groupe « Alternative citoyenne pour Montbard », souligne que la stabilisation des taux d'impôt est un choix raisonnable. Toutefois, il précise que les conseillers municipaux de son groupe ne prendront pas part au vote.

Sylvie GOYARD, Ahmed KELATI et Bruno DIANO ne prenant pas part au vote,

## Le Conseil municipal,

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **décide** de ne pas modifier les taux des trois taxes directes locales :

- taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS),
- taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)
- taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TFPNB)

Libellé	Taux année 2022	Taux année 2023
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS)	23.69%	23.69%
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	44.73 %	44.73%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	80.87 %	80.87 %

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :

POUR : 25

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

### Délibération n°2023.36 BIS :

(Annule et remplace délibération n°2023.36)

#### Budget Principal : Vote du Budget primitif 2023

#### Rapporteur :

Aurélio RIBEIRO, Adjoint

#### Le rapporteur expose :

Madame le Maire rappelle que le budget primitif 2023 découle du contexte économique et financier général, de l'analyse rétrospective des finances communales et des orientations budgétaires débattues lors du dernier conseil. Ce budget n'est que la transposition du débat d'orientations budgétaires et, elle le qualifie de « budget de solutions ».

Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> adjoint reprend la parole. Il précise que des lignes budgétaires qui étaient à zéro en 2022 ont évolué. Ceci s'explique par une approche financière de décomposition de certains comptes pour des raisons de transparence et de finesse comptable.

Dépenses de fonctionnement – les principaux chiffres :

- *Chapitre 011* : Augmentation importante du budget des dépenses de la Ville (+12.5%). Cette dernière est particulièrement due à la hausse du chapitre « Charges à caractère général » (+781 441€ par rapport au réalisé 2022). Ce dernier englobe les dépenses quotidiennes de la collectivité (énergie, délégation de service public du Centre Aquatique Amphitrite, ...)
- *Chapitre 12* : +4.8% par rapport à 2022
- *Chapitre 66* : forte baisse des charges financières entre 2014 et le prévisionnel 2023 due à l'importante baisse des intérêts de la dette

Recettes de fonctionnement :

Augmentation des recettes de 1.7% entre 2022 et les prévisions 2023 (hors excédent reporté)

Monsieur Bruno DIANO, conseiller municipal du groupe « Alternative citoyenne pour Montbard », ajoute une remarque sur les dépenses dédiées à la voirie. En 2022, 47 000€ étaient dédiés à l'article « Entretien de voiries » et le réalisé s'élève à 31 014€ soit une économie d'environ 16 000€. Il estime que le budget dédié devrait être consommé dans son intégralité.

Monsieur RIBEIRO, rappelle qu'il a été dit lors du débat d'orientations budgétaires que l'entretien courant des voiries s'inscrit dans des programmes pluriannuels d'investissement.

Madame Sylvie GOYARD demande des précisions sur la baisse de l'article 611 « Contrats prestation de service ».

Monsieur Aurélio, 1<sup>er</sup> adjoint, rappelle que ce n'est pas une baisse mais une articulation différente puisque une partie des dépenses auparavant prévue à l'article 611 a basculée sur l'article 6156 « Maintenance » et sur l'article chauffage urbain.

Sylvie GOYARD, Ahmed KELATI et Bruno DIANO s'étant abstenus,  
**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **vote** le budget de fonctionnement par chapitre, conformément aux écritures ci-dessous
- **autorise** le Maire, conformément à l'article L.5217-10-6 du CGCT, à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section - à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel - dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**DEPENSES**

Chapitre budgétaire	Montant
011 – Charges à caractère général	3 514 250,10 €
012 – Charges de personnel et frais assimilés	5 400 000,00 €
014 – Atténuations de produits	520 000,00 €
023 – Virement à la section d'investissement	3 609 425,69 €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	602 000,00 €
65 – Autres charges de gestion courante	1 027 575,22 €
66 – Charges financières	294 277,37 €
67 – Charges exceptionnelles	3 000,00 €
68 – Dotations aux amortissements et aux provisions	1 000,00 €
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>14 971 528,38 €</b>

**RECETTES**

Chapitre budgétaire	Montant
002 – Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	4 236 649,99 €
013 – Atténuations de charges	20 000,00€
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	66 000,00 €
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	856 458,72 €
73 – Impôts et taxes	4 209 166,00 €
731 – Fiscalité locale	3 761 515,00 €
74 – Dotations, subventions et participations	2 661 487,20 €
75 – Autres produits de gestion courante	354 766,80 €
77 – Produits exceptionnels	500,00 €
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>16 166 543,71 €</b>

- **vote** le budget d'investissement par chapitre et par opération, conformément aux écritures ci-dessous

- **autorise** le Maire, conformément à l'article L.5217-10-6 du CGCT, à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de la section d'investissement

## SECTION D'INVESTISSEMENT

### DEPENSES

Chapitre budgétaire	Montant
001 – Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	3 166 075,53 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	66 000,00 €
041 – Opérations patrimoniales	24 500,00 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	2 025 000,00 €
20 – Immobilisations incorporelles	163 218,26 €
204 – Subventions d'équipement versées	196 089,19 €
21 – Immobilisations corporelles	4 548 202,03 €
23 – Immobilisations en cours	24 500,00 €
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>10 213 585,01 €</b>

### RECETTES

Chapitre budgétaire	Montant
021 – Virement de la section de fonctionnement	3 609 425,69 €
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	602 000,00 €
041 – Opérations patrimoniales	24 500,00 €
10 – Dotations, fonds divers et réserves	2 238 593,79 €
13 – Subventions d'investissement	1 936 565,53 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	1 802 500,00 €
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>10 213 585,01 €</b>

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :  
**POUR : 25                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 3**

Budget investissement détaillé par opération:

Code opération	LIBELLÉ	DEPENSES			RECETTES		
		Report	Opérations nouvelles	opérations nouvelles + reports	Report	Recettes nouvelles	recettes nouvelles + reports
1614	<b>AP16RCB1 - Eco-réhabilitation du parc HLM</b>						
	Année 2018 : 82 500€						
	Année 2023 : 67 500€		67 500,00 €	67 500,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>67 500,00 €</b>	<b>67 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1615	<b>AP16RCB2 - rénovation de l'habitat privé</b>						
	Année 2023 : 8 500€				19 571,00 €		19 571,00 €
	Habiter mieux		5 500,00 €	5 500,00 €	19 571,00 €		19 571,00 €
	Autonomie		3 000,00 €	3 000,00 €			
<b>S/TOTAL</b>		<b>8 500,00 €</b>	<b>8 500,00 €</b>	<b>39 142,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>39 142,00 €</b>	
1704	<b>BATIMENTS SCOLAIRES</b>						
	Mise aux normes sécurité, accessibilité Joliot/Cousteau	4 961,35		4 961,35 €			0,00 €
	<b>S/TOTAL</b>	<b>4 961,35 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>4 961,35 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
1715	<b>AP17RCB8 - Aménagement pôle pédagogique et récréatif de l'orangerie</b>						
	Année 2023 : 49 000€						
	Maîtrise d'œuvre + CT+ SPS		24 520,99 €	24 520,99 €			
	Fouilles archéologiques		14 436,00 €	14 436,00 €			
	Travaux		10 043,01 €	10 043,01 €	7 380,00 €		7 380,00 €
<b>S/TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>49 000,00 €</b>	<b>49 000,00 €</b>	<b>7 380,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 380,00 €</b>	
1814	<b>AP18RCB10 - Restauration-sécurisation-mise aux normes Tours de L'Aubespain et Saint-Louis</b>						
	Année 2018 : 665,11 €						
	Année 2019 : 25 000 €						
	Année 2023 : 160 000€						
	MO + CT+SPS		6 031,05 €	6 031,05 €	101 134,06 €		101 134,06 €
Travaux		118 580,95 €	118 580,95 €	100 000,00 €		100 000,00 €	
Fouilles archéologiques		35 388,00 €	35 388,00 €	19 548,00 €		19 548,00 €	
<b>S/TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>160 000,00 €</b>	<b>160 000,00 €</b>	<b>220 682,06 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>220 682,06 €</b>	
1815	<b>AP18RCB11 - Réfection voiries rues Edme Piot, Liberté, Eugène Guillaume, du Parc</b>						
	Année 2022 : 1 050 000€				195 576,00 €		195 576,00 €
	Année 2023 : 1 000 000€						
	Année 2024 : 700 000€						
MO + CT+SPS+Fouilles archéo + travaux phase 1 - solde, phase 2 et début phase 3		1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	654 000,00 €		654 000,00 €	
<b>S/TOTAL</b>		<b>1 000 000,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	<b>876 292,50 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>876 292,50 €</b>	
1906	<b>AUTRES BATIMENTS ET TERRAINS AMENAGES</b>						
	Etude progr. Urbaine, architecturale Bordes -Beugnon				17 724,00 €		17 724,00 €
<b>S/TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>17 724,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>17 724,00 €</b>	
1914	<b>AP19RCB12 - Opération FISAC</b>						
					15 744,77 €		15 744,77 €
<b>S/TOTAL</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 744,77 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 744,77 €</b>	

2001A	<b>EQUIPEMENTS SPORTIFS</b>					
	Tennis couvert- rénovation toiture et mise aux normes	808,19 €		808,19 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>808,19 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>808,19 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2014	<b>AP2020/01 - Aménagements avenue M. Leclerc et Quai Ph. Bouhey</b>					
	Année 2023 : 85 000€ Année 2024 : 500 000€ Année 2025 : 1 700 000€ Année 2026 : 600 000€					
	<b>Détails 2023</b>					
	Maitrise d'œuvre (APS+APD+PRO+dossier aménagement)	33 679,00 €		33 679,00 €		
	Etude de sol voiries et passerelle	12 504,00 €		12 504,00 €		
	Détection des réseaux	20 520,00 €		20 520,00 €		
	Diagnostic amiante avant travaux	11 505,00 €		11 505,00 €		
	Passage caméra réseaux EU et EP	3 192,00 €		3 192,00 €		
	Plans topo	3 600,00 €		3 600,00 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>85 000,00 €</b>	<b>85 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2103	<b>BATIMENTS SERVICES PUBLICS</b>					
	Création espace numérique Centre social			10 064,84 €		10 064,84 €
	Conservatoire : rempl. menuiseries et isolation bureaux			6 000,00 €		6 000,00 €
	Réhabilitation toiture Hôtel Buffon	16 398,60 €		16 398,60 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>16 398,60 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>16 398,60 €</b>	<b>16 064,84 €</b>	<b>0,00 €</b>
2106	<b>AUTRES BATIMENTS ET TERRAINS AMENAGES</b>					
	Copropriété "Les Ormes" réfection toiture sur bâtiment A2	8 592,43 €		8 592,43 €	18 345,00 €	18 345,00 €
	CTM - aménagement 2 bureaux supplémentaires				6 000,00 €	6 000,00 €
	Réfection bâtiment ex Milo	8 016,41 €		8 016,41 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>16 608,84 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>16 608,84 €</b>	<b>24 345,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2109	<b>TRAVAUX DE VOIRIE</b>					
	SILCO: désamiantage, démolition, aménagement parking /MO	1 216,80 €		1 216,80 €	17 691,36 €	17 691,36 €
	Quartier des Castors - Réfection des trottoirs	10 440,00 €		10 440,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
	<b>S/TOTAL</b>	<b>11 656,80 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 656,80 €</b>	<b>47 691,36 €</b>	<b>0,00 €</b>
2110	<b>TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC SICECO</b>					
	Réhabilitation rue Edme Plot phase 1 centre-ville	75 558,36 €		75 558,36 €		
	Extension EP jardins+parking verger+parking Orangerie	4 126,64 €		4 126,64 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>79 685,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>79 685,00 €</b>		
2114	<b>AP2021/01 - Réaménagement de locaux - Centre Social</b>					
	Année 2023 : 146 000€					
	<b>S/TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	<b>146 000,00 €</b>	<b>146 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2115	<b>AP2021/02 - Rénovation énergétique de l'Hôtel de Ville</b>					
	Année 2023 : 2 070 000€					
	<b>S/TOTAL</b>	<b>2 070 000,00 €</b>	<b>2 070 000,00 €</b>	<b>497 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>497 000,00 €</b>
2203	<b>BATIMENTS SERVICES PUBLICS</b>					
	Ravalement façades Centre social	208 531,71 €		208 531,71 €	30 000,00 €	30 000,00 €
	Réhabilitation conservatoire de musique + bureaux associations	21 677,55 €		21 677,55 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>230 209,26 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>230 209,26 €</b>	<b>30 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2205	<b>INFORMATIQUE ET TELEPHONIE</b>					
	Logiciel sauvegarde serveur	2 291,46 €		2 291,46 €		
	Onduleurs/ disque dur serveurs /serveur NAS musée	2 115,60 €		2 115,60 €		
	Photocopieurs (3)+2 imprimantes	14 784,00 €		14 784,00 €		
	Prestation pabx pour Espace numérique	599,30 €		599,30 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>19 790,36 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>19 790,36 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2206	<b>AUTRES BATIMENTS ET TERRAINS AMENAGES</b>					
	Sanitaires MJC	18 495,49 €		18 495,49 €	5 139,00 €	5 139,00 €
	Etude évaluation OPAH-RU	24 670,80 €		24 670,80 €	10 280,00 €	10 280,00 €
	Montage dossier éligibilité RHI	13 056,00 €		13 056,00 €	19 440,00 €	19 440,00 €
	Création haies quartier gare	174,79 €		174,79 €	2 720,00 €	2 720,00 €
	<b>S/TOTAL</b>	<b>56 397,08 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>56 397,08 €</b>	<b>37 579,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2213	<b>MATERIEL ET EQUIPEMENTS</b>					
	Barrière séparation MPE	528,96 €		528,96 €		
	Motopompe (réserve eau Douie)	1 345,81 €		1 345,81 €		
	Ponceuses Girafe	1 470,64 €		1 470,64 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>3 345,41 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 345,41 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2301	<b>EQUIPEMENTS SPORTIFS</b>					
	Adaptation gymnase Jo Garret pour vocation culturelle	14 760,00 €		14 760,00 €		
	Mise en place mitigeur et modif tuyauteries St Roch	7 173,00 €		7 173,00 €		
	Leds salle de musculation	2 184,00 €		2 184,00 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>24 117,00 €</b>	<b>24 117,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
2302	<b>PATRIMOINE LOCATIF</b>					
	Réfection locaux IEN et RASD	43 600,00 €		43 600,00 €	11 000,00 €	11 000,00 €
	Remplacement chaudière et chauffe-eau	5 000,00 €		5 000,00 €		
	Correction pont thermique logement Barreira	2 000,00 €		2 000,00 €		
	<b>S/TOTAL</b>	<b>50 600,00 €</b>	<b>50 600,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 000,00 €</b>	<b>11 000,00 €</b>
2303	<b>BATIMENTS SERVICES PUBLICS</b>					
	Réfection cour du Musée	35 700,00 €		35 700,00 €	8 200,00 €	8 200,00 €
	Salles associatives à côté EMM	31 000,00 €		31 000,00 €	4 920,00 €	4 920,00 €
	Musée : réfection peinture et éclairage cabinet Buffon	14 000,00 €		14 000,00 €	4 640,00 €	4 640,00 €
	CTM : 1 ouverture vestiaires hommes	3 918,00 €		3 918,00 €	2 320,00 €	2 320,00 €
	Cinéma le Phénix automate de gestion du chauffage	2 634,00 €		2 634,00 €		
	Médiathèque : Remplacement 4 velux	6 800,00 €		6 800,00 €		
Médiathèque : Remplacement clim	5 000,00 €		5 000,00 €			

	Réhabilitation ascenseur HS CCAS		30 281,00 €	30 281,00 €			
	Installation électrique Victor Hugo		4 138,00 €	4 138,00 €			
	EPE Automatisation régulation de chauffage		2 000,00 €	2 000,00 €			
	EPE automatisation des éclairages toilettes		1 000,00 €	1 000,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>136 471,00 €</b>	<b>136 471,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>20 080,00 €</b>	<b>20 080,00 €</b>
	<b>BATIMENTS SCOLAIRES</b>						
2304	Sol dans une classe de Paul Langevin		9 000,00 €	9 000,00 €			
	Fin des leds à Paul Langevin		17 124,25 €	17 124,25 €			
	Fin des leds à Joliot / Cousteau		3 606,80 €	3 606,80 €			
	Fin des leds maternelle Pasteur		1 635,00 €	1 635,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>31 366,05 €</b>	<b>31 366,05 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>INFORMATIQUE ET TELEPHONIE</b>						
2305	Renouvellement Anti-Virus (70 postes)		2 352,00 €	2 352,00 €			
	Renouvellement logiciel sauvegarde		1 600,00 €	1 600,00 €			
	Combinés téléphoniques		440,00 €	440,00 €			
	Remplacement AUTOCOM HDV		25 000,00 €	25 000,00 €			
	Onduleurs		460,00 €	460,00 €			
	HDV : Switch + Baie de brassage + bornes wifi		11 000,00 €	11 000,00 €			
	HDV : Equipement visio + audio salle conseil		6 630,00 €	6 630,00 €			
	HDV : Equipement visio salle réunion et accueil		4 000,00 €	4 000,00 €			
	Postes informatique		3 477,60 €	3 477,60 €			
	Médiathèque : douchettes + remplacement serveur		3 240,00 €	3 240,00 €			
	Photocopieur commun services CPE + LESRA (retour HDV)		9 016,80 €	9 016,80 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>67 216,40 €</b>	<b>67 216,40 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>AUTRES BATIMENTS ET TERRAINS AMENAGES</b>						
2306	Démolition grange Lajolie et création d'un parking						
	Découpage géomètre		1 860,00 €	1 860,00 €			
	Désamiantage		13 451,00 €	13 451,00 €			
	Démolition et parking		34 400,00 €	34 400,00 €			
	Clôture		12 000,00 €	12 000,00 €			
	Réhabilitation d'une partie de mur d'enceinte du parc Buffon		25 000,00 €	25 000,00 €			
	Création alignement d'arbres en terrasse haute parc Buffon		15 000,00 €	15 000,00 €			
	Place Gambetta :						
	Découpage parcellaire		1 860,00 €	1 860,00 €			
	Achat bien immobilier + frais notaire		190 000,00 €	190 000,00 €			
	Futur lotissement : plan topo + études d'aménagement préalables		18 000,00 €	18 000,00 €			
	Régularisation foncière chemin de la Prairie		251,00 €	251,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>311 822,00 €</b>	<b>311 822,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>EQUIPEMENTS DE LOISIRS</b>						
2307	Camping remplacement de bornes électriques		3 900,00 €	3 900,00 €			
	Camping remplacement sol dans 2 chalets		2 700,00 €	2 700,00 €			
	Camping remplacement un barbecue		1 900,00 €	1 900,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>8 500,00 €</b>	<b>8 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TRAVAUX DE VOIRIE</b>						
2309	Poteaux incendie		5 000,00 €	5 000,00 €			
	Réfections à la gare :						
	Travaux de voirie		29 053,98 €	29 053,98 €			
	Abri bus		6 258,32 €	6 258,32 €			
	Montée au parc allée Clémenceau - reprise caniveau		4 184,40 €	4 184,40 €			
	Cheminement devant l'école Paul Langevin		8 863,44 €	8 863,44 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>53 360,14 €</b>	<b>53 360,14 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC SICECO</b>						
2310	Phase 2 rues du centre-ville		40 404,19 €	40 404,19 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>40 404,19 €</b>	<b>40 404,19 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>AMENAGEMENTS ET MOBILIERS URBAINS</b>						
2311	Poubelles (dont gare)		5 244,00 €	5 244,00 €			
	Appuis à vélos		2 000,00 €	2 000,00 €			
	Canisettes crottes chiens		2 200,00 €	2 200,00 €			
	Tables pic nic		2 100,00 €	2 100,00 €			
	Siège balançoire enfant 2 à 4 ans square des Castors		800,00 €	800,00 €			
	Signalisation verticale		1 500,00 €	1 500,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>13 844,00 €</b>	<b>13 844,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
	<b>MATERIELS ET EQUIPEMENTS</b>						
2313	fauteuils ergonomiques agents		4 250,00 €	4 250,00 €			
	jeu ludothèque (30 ans médiathèque)		250,00 €	250,00 €			
	Barrière de sécurité MPE		1 000,00 €	1 000,00 €			
	Kit stand Ville à la foire		965,00 €	965,00 €			
	Matériel d'entretien espaces verts et stades		12 972,81 €	12 972,81 €			
	Véhicule type Kangoo d'occasion		13 000,00 €	13 000,00 €			
	Souffleur		700,00 €	700,00 €			
	Débroussailleuse		850,00 €	850,00 €			
	Nettoyeur haute pression bâtiment		900,00 €	900,00 €			
	Sonde de mesure CO2		600,00 €	600,00 €			
	Sonde enregistreuse T° et H°		160,00 €	160,00 €			
	Barrières de chantier type héras et plots		2 000,00 €	2 000,00 €			
	Illuminations		3 000,00 €	3 000,00 €			
	Frigo EPE et extérieur		600,00 €	600,00 €			
	Matériel scénique LESRA et extérieur		2 000,00 €	2 000,00 €			
	Electroménager et petit matériel camping		2 000,00 €	2 000,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>45 247,81 €</b>	<b>45 247,81 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

2314	<b>AP2023/PVD1 - OPAH-RU 2023-2028</b>					
	Année 2023 : 60 000€ Année 2024 : 158 700€ Année 2025 : 158 700€ Année 2026 : 139 950€ Année 2027 : 141 200€ Année 2028 : 76 850€ Année 2029 : 29 350€					
	<b>Détail 2023 :</b>					
	Ingénierie suivi-animation OPAH-RU	35 000,00 €	35 000,00 €		30 000,00 €	30 000,00 €
	Enveloppe Fondation du Patrimoine pour opération façades	25 000,00 €	25 000,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>	<b>60 000,00 €</b>	<b>60 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>30 000,00 €</b>	<b>30 000,00 €</b>
2315	<b>AP2023/PVD2 - Opération RHI îlot de l'Ancien Couvent</b>					
	Année 2023 : 63 200€ Année 2024 : 133 500€					
	<b>Détail 2023 :</b>					
	Calibrage opération : études techniques (plomb, amiante, structure, relevés bâti)	21 000,00 €	21 000,00 €		44 240,00 €	44 240,00 €
	AMO études de calibrage et montage dossier demande de financement déficit	20 000,00 €	20 000,00 €		1 600,00 €	1 600,00 €
	Calibrage opération : étude et accompagnement juridique (dont dossier DUP si nécessaire)	22 200,00 €	22 200,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>	<b>63 200,00 €</b>	<b>63 200,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>45 840,00 €</b>	<b>45 840,00 €</b>
<b>TOTAL GENERAL TRAVAUX</b>		<b>439 860,89 €</b>	<b>4 492 148,59 €</b>	<b>4 932 009,48 €</b>	<b>1 829 645,53 €</b>	<b>1 936 565,53 €</b>
	<b>AUTRES DEPENSES et RECETTES</b>					
	Capital emprunts			2 020 000,00 €		
	Déficit d'investissement reporté			3 166 075,53 €		
	Amortissement des subventions			36 000,00 €		
	Neutralisation amortissements subv d'équipement			30 000,00 €		
	Remboursement avance travaux rues centre -ville phase 2			24 500,00 €		
	Cautions remboursées			5 000,00 €		
	FCTVA					232 593,79 €
	Remboursement avance travaux rues centre -ville phase 2					24 500,00 €
	Taxe d'aménagement					6 000,00 €
	Versement pour sous densité					
	Amortissements immobilisations					602 000,00 €
	Cautions reçues					2 500,00 €
	Affectation excédent de fonctionnement					2 000 000,00 €
	Virement de la section de fonctionnement					3 609 425,69 €
	Emprunt					1 800 000,00 €
	<b>TOTAL AUTRES DEPENSES /RECETTES</b>			<b>5 281 575,53 €</b>		<b>8 277 019,48 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>439 860,89 €</b>	<b>4 492 148,59 €</b>	<b>10 213 585,01 €</b>	<b>1 829 645,53 €</b>	<b>10 213 585,01 €</b>

Madame Sylvie GOYARD explique les raisons du vote de son groupe « Alternative citoyenne pour Montbard » inchangées depuis le départ de Michel Pineau. Reconnaisant que la Majorité met en œuvre son programme électoral, elle déplore que l'opposition ne soit pas suffisamment associée aux décisions et que les choix ne reflètent pas les projets et priorités qui étaient les leurs.

Madame le Maire constate cependant que l'opposition a voté à l'unanimité tous les projets structurants (projet Petites Villes de Demain, OPAH-RU,...) et estime ces reproches infondés.

Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> adjoint, fait remarquer que l'opposition aurait pu présenter son programme lors du débat d'orientations budgétaires.

### Délibération n°2023.37 : Budget annexe EAU ET ASSAINISSEMENT : Vote du Budget primitif 2023

**Rapporteur :**  
Aurélio RIBEIRO, Adjoint

**Le rapporteur expose :**

Dépenses de fonctionnement – les principaux chiffres :

- Total dépenses de fonctionnement prévu en 2023 (+179 000€ soit +15%).
- Le chapitre des « Charges à caractère général » augmente de 162 000€, hausse liée au coût de l'énergie.

Recettes de fonctionnement – les principaux chiffres :

- En neutralisant le report du résultat de fonctionnement (502 957.64€), la réalité de l'exercice 2023, côté recettes est de 1 160 000€ (baisse de 55 000€ par rapport à 2022). La municipalité est prudente sur l'estimation des recettes afin d'éviter les mauvaises surprises.

Dépenses d'investissement – les principaux chiffres :

- Chapitre 21 « Immobilisations corporelles (+ 200 000€) dont une importante partie est liée à la réfection des réseaux de l'eau et de l'assainissement dans le cadre du projet de réhabilitation des rues du centre-ville. Effectivement, lorsque l'on fait des travaux d'aménagement, on commence par le « sous-sol ».

Madame Sylvie GOYARD explique les raisons du vote de son groupe « Alternative citoyenne pour Montbard », notamment par la qualité du service Eau et assainissement et son mode de gestion en régie municipale.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **vote** le budget de fonctionnement par chapitre, conformément aux écritures ci-dessous :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**DEPENSES**

Chapitre budgétaire	Montant
011 – Charges à caractère général	492 150,00 €
012 – Charges de personnel et frais assimilés	238 750,00 €
014 – Atténuations de produits	135 000,00 €
023 – Virement à la section d'investissement	7 188,26 €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	385 000,00 €
65 – Autres charges de gestion courante	13 000,00 €
66 – Charges financières	34 434,48 €
67 – Charges exceptionnelles	35 000,00 €
68 – Dotations aux amortissements et aux provisions	10 000,00 €
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 350 522,74 €</b>

**RECETTES**

Chapitre budgétaire	Montant
002 – Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	502 957,64 €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	50 000,00 €
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 050 000,00 €
74 – Dotations, subventions et participations	50 000,00 €
75 – Autres produits de gestion courante	10 000,00 €
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 662 957,64 €</b>

- **vote** le budget d'investissement par chapitre et par opération, conformément aux écritures ci-dessous

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

**DEPENSES**

Chapitre budgétaire	Montant
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	50 000,00 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	229 000,00 €
21 – Immobilisations corporelles	745 508,80 €
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 024 508,80 €</b>

**RECETTES**

Chapitre budgétaire	Montant
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	329 108,54 €
021 – Virement à la section d'exploitation	7 188,26 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	385 000,00 €
13 – Subventions d'investissement	203 212,00 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	100 000,00 €
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 024 508,80 €</b>

Budget investissement détaillé par opération :

Code opération	LIBELLE	DEPENSES INVESTISSEMENT			RECETTES INVESTISSEMENT		
		RAR	Crédits nouveaux	Opérations nouvelles+ RAR	RAR	Crédits nouveaux	Opérations nouvelles+ RAR
2104	<b>AP2021/01 - RESEAUX CENTRE VILLE</b>						
	Dépenses : Année 2023 : 400 000€		400 000,00 €	400 000,00 €			
	Recettes (subvention Agence de l'Eau) Eau potable : 130 180€ Eau usée : 144 473€ + 72 237€ (prêt à taux 0%) Détail 2023 : Rues Liberté, Eugène Guillaume, du Parc réseaux AEP et EU. Conv.n°1094616&1095093					165 198,00 €	165 198,00 €
	<b>S/TOTAL</b>		<b>400 000,00 €</b>	<b>400 000,00 €</b>		<b>165 198,00 €</b>	<b>165 198,00 €</b>
2201	<b>ECONOMIE D'ENERGIE ET OPTIMISATION MATERIEL</b>						
	Station CORBETON - AEP - Fonction 911 Remplacement colonnes d'aspiration Matériel électrique variation de fréquence	4 431,00 € 1 868,00 €		4 431,00 € 1 868,00 €	8 103,00 €		8 103,00 €
	Station d'épuration - EU - Fonction 921 : Pose pompe à chaleur	5 934,50 €		5 934,50 €			
	Maintenance supprimeur - Route de Châtillon - AAGV - AEP - Fonction 911 : Réhabilitation automate	5 800,00 €		5 800,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>	<b>18 033,50 €</b>		<b>18 033,50 €</b>	<b>8 103,00 €</b>		<b>8 103,00 €</b>
2202	<b>COMPTAGE ET SECTORISATION</b>						
	Comptage sectorisation - création - AEP - Fonction 911 Compteurs type OCTAVE DN200 x1 SECTEUR n°1 - Saint Michel Mise en œuvre et terrassement	14 443,00 €		14 443,00 €	16 523,00 € 10 128,00 €		16 523,00 € 10 128,00 €
	<b>S/TOTAL</b>	<b>14 443,00 €</b>		<b>14 443,00 €</b>	<b>26 651,00 €</b>		<b>26 651,00 €</b>
2204	<b>RECHERCHE DE FUITES - RESEAU DE DISTRIBUTION</b>						
	Réduction manganèse - Bâtiments publics - AEP - Fonction 911 : Pose de filtres écoles	3 471,11 €		3 471,11 €	3 260,00 €		3 260,00 €
	Fosse relèvement - Assainissement - Fonction 921 : Réhabilitation PR de la BRENNE	6 196,19 €		6 196,19 €			
	<b>S/TOTAL</b>	<b>9 667,30 €</b>		<b>9 667,30 €</b>	<b>3 260,00 €</b>		<b>3 260,00 €</b>
2204	<b>TRAVAUX CREATION AEP et EU</b>						
	Marché création AEP - Fonction 911 : Travaux étanchéité puits	5 765,00 €		5 765,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>	<b>5 765,00 €</b>		<b>5 765,00 €</b>			
2301	<b>ECONOMIE D'ENERGIE ET OPTIMISATION MATERIEL</b>						
	Poste relèvement CORBETON - Assainissement - Fonction 921 : Mise en œuvre variation de vitesse : pompes relèvement 11 kW x 2 ≈ f		4 000,00 €	4 000,00 €			
	Station d'épuration - Assainissement - Fonction 921 : Mise en œuvre variation de vitesse : recyclage 7,5 kW x 3 ≈ f		4 000,00 €	4 000,00 €			
	Poste relèvement des Bordes - Assainissement - Fonction 921 : Mise en œuvre variation de vitesse : pompes relèvement 7,5 kW x 2 ≈ f		4 000,00 €	4 000,00 €			
	Poste relèvement du Gué Saint Jean - Assainissement - Fonction 921 : Mise en œuvre variation de vitesse : pompes relèvement 5,5 kW x 2 ≈ f		4 000,00 €	4 000,00 €			
	Station St Michel - AEP - Fonction 911 : Remplacement 3 pompes		35 000,00 €	35 000,00 €			
	<b>RECONDITIONNEMENT LOURD SUR GROS EQUIPEMENTS MOTEUR</b>						
	Surpresseur Route de Châtillon - AEP- Fonction 911 : Révision de pompe		4 000,00 €	4 000,00 €			
	Maintenance groupes élétrogènes - AEP - Fonction 911 : Banc de charge		10 000,00 €	10 000,00 €			
	Suppression transformateur HTA - La Prairie - AEP - Fonction 911 Raccordement ENEDIS Consuel		3 000,00 € 500,00 €	3 000,00 € 500,00 €			
	Suppression transformateur HTA - Corbeton - AEP - Fonction 911 : Raccordement ENEDIS Consuel		30 000,00 € 500,00 €	30 000,00 € 500,00 €			
	Remplacement moteur - Corbeton - AEP - Fonction 911 : Moteur 22 kW x2		9 000,00 €	9 000,00 €			
	<b>LOGICIEL - AUTOMATISME - GESTION DISTANTE - ALARMES</b>						
	Matériel informatique : Renouvellement PC		2 100,00 €	2 100,00 €			
<b>S/TOTAL</b>		<b>110 100,00 €</b>	<b>110 100,00 €</b>				
2302	<b>COMPTAGE ET SECTORISATION</b>						
	Comptage abonnés domestiques - AEP - Fonction 911 Compteurs et têtes 190 mm Compteurs et têtes 110 mm Têtes relève seules pour remplacement		1 000,00 € 2 000,00 € 2 000,00 €	1 000,00 € 2 000,00 € 2 000,00 €			
	Comptage sectorisation - création - AEP - Fonction 911 Mise en œuvre et terrassement Compteurs type OCTAVE DN150 x1 SECTEUR n°3 - Zone industrielle Module de télé relève X1 Mise en œuvre et terrassement		15 000,00 € 2 000,00 € 500,00 € 15 000,00 €	15 000,00 € 2 000,00 € 500,00 € 15 000,00 €			
	<b>S/TOTAL</b>		<b>37 500,00 €</b>	<b>37 500,00 €</b>			

RECHERCHE DE FUITES - RESEAU DE DISTRIBUTION						
2303	Suppression branchement conduites abandonnées - Corbeton - AEP - Fonction 911 Branchements Cité de la Marne x3 Branchement 21 Rue François DEBUSSY (M.ECK) Branchement 16 Chemin des Vignes Blanches (Mme JULLIEN)		15 000,00 € 5 000,00 € 5 000,00 €	15 000,00 € 5 000,00 € 5 000,00 €		
	Fosse relèvement - Assainissement - Fonction 921 Réhabilitation PR du Gué Saint Jean		20 000,00 €	20 000,00 €		
	TRAVAUX RESEAUX - AEP MATERIELS ET EQUIPEMENTS Outillage spécifique Matériel informatique Matériel de sécurité		3 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 €	3 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 €		
	<b>S/TOTAL</b>		<b>50 000,00 €</b>	<b>50 000,00 €</b>		
	TRAVAUX CREATION AEP et EU Marché création AEP - Fonction 911 Marché création EU - Assainissement - Fonction 921		50 000,00 € 50 000,00 €	50 000,00 € 50 000,00 €		
<b>S/TOTAL</b>		<b>100 000,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>47 908,80 €</b>	<b>697 600,00 €</b>	<b>745 508,80 €</b>	<b>38 014,00 €</b>	<b>165 198,00 €</b>

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :  
**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

**Délibération n°2023.38 :  
Budget annexe LOTISSEMENTS : Vote du Budget primitif 2023**

**Rapporteur :**  
Aurélio RIBEIRO, Adjoint

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **vote** le budget primitif 2023 du Budget annexe Lotissements, par chapitre, conformément aux écritures ci-dessous :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**DEPENSES**

Chapitre budgétaire	Montant
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	1 225,00 €
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	152 487,24 €
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>153 712,24 €</b>

**RECETTES**

Chapitre budgétaire	Montant
70 – Produits des services, du domaine et ventes diverses	153 712,24 €
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>153 712,24 €</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

**DEPENSES**

Chapitre budgétaire	Montant
001 – Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	152 487,24 €
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>152 487,24 €</b>

**RECETTES**

Chapitre budgétaire	Montant
040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	152 487,24 €
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>152 487,24 €</b>

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :  
**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

**Délibération n°2023.39 :  
Attribution de subventions aux associations pour l'année 2023**

**Rapporteur :**  
Aurélio RIBEIRO, Adjoint

**Le rapporteur expose :**

Monsieur Aurélio RIBEIRO, 1<sup>er</sup> adjoint, souligne que cette délibération est le fruit d'un travail collaboratif. Les associations déposent leurs dossiers vers décembre/janvier et ensuite, les élus analysent chaque demande afin de répondre de façon optimale.

L'enveloppe allouée aux subventions apparaît à l'article 65748 du budget primitif Principal avec un montant de 130 000€. Il précise que c'est une volonté de la municipalité de rester sur des niveaux de soutien financier important envers les associations locales.

Marc GALZENATI (pour l'Office Municipal des Sport) et Béatrice PARISOT (pour l'association Croix-Rouge) ne prenant pas part au vote (cf. Article L.2131-11 du CGCT),

### Le Conseil municipal,

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **attribue** aux associations à caractère économique, sportif, culturel et social, les subventions pour l'année 2023, conformément aux propositions ci-dessous :

Association	Subvention	Aide Except.	TOTAL	Commentaire
Aikido	100		100	
Amicale Agents Communaux	1 000		1 000	
Amis du Val de Brenne	800		800	
Aqua Tek Montbard Plongée ATMP	120		120	
ASA Handball	10 300		10 300	
Avant Garde Montbard Tennis	800		800	
Azerotte	500		500	
Bibliothèque Malade de l'Hôpital	300		300	
Bibliothèque sonore (Donneurs de voix)	200		200	
Bowling Club de l'Auxois	150		150	
Chats de la Rue (les)	1 000		1 000	
Ciné Cité	14 300		14 300	
Club Auxois Natation	400		400	
Club Cœur et Santé	200		200	
Club du Chien Sportif MTB & environs	100		100	
Club Mouche de Montbard	250		250	
Comité de Jumelage (ACJM)	3 000		3 000	
Comité de la foire	4 500		4 500	
Country Lovers 21	150		150	
Croix Rouge Française	1 500		1 500	
Cyclos Randonneurs	450		450	
Donneurs de Sang (Amicale)	450		450	
Entente Montbard Chatillon Rugby (EMC)	4 200		4 200	
FNACA	200		200	
FNATH	150		150	
Gîtes Sociaux Marchés de Bourgogne	2 500		2 500	
Jeunes Sapeurs Pompiers (JSP)	600		600	
Ju Jutsu	500		500	
Judo Club Montbard Sho Bu Kai	800		800	
La boule Montbaroise	300		300	
Ligue des Droits de l'Homme	125		125	
MJC André Malraux	41 000		41 000	
Montbard Auxois Club Triathlon (MACTRI21)	500	300	800	AE : Participation à l'organisation biathlon à l'ESAT
Montbard Basket Club	500		500	
Montbard Venarey Football (MVF)	15 400		15 400	
Montbard VTT 21	500		500	
Musique des Corps Creux	1 700		1 700	
Office Municipal des Sports (OMS)	1 700	330	2 030	AE : Participation à la fête des sportifs
Patrimoine en Musique	1 300		1 300	
Restaurants du Cœur (les)	1 500		1 500	
Secours Catholique	1 500		1 500	
Semur Montbard Tennis de Table	400		400	
Société Naturaliste du Montbarois	300		300	
Team Montbard	500		500	
Théâtre Accro	250		250	
Trompettes Montbardoises	800		800	
UNRPA	200		200	
Usagers Amis CS Romain Rolland	1 000		1 000	
USCVL Karaté Krav Maga	400		400	
Z'THEO	300		300	

### Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :

Subvention attribuée à l'OMS	POUR : 27	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0
Subvention attribuée à Croix Rouge	POUR : 27	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0
Subventions attribuées à toutes les autres associations	POUR : 28	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0

**Délibération n°2023.40 :**  
(Annule et remplace délibération n°2023.10)

**Programmation culturelle du Musée et Parc Buffon : demande de subvention  
auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté**

**Rapporteur :**

Laurence PORTE, Maire

**Le rapporteur expose :**

**Considérant** que dans le cadre de son Projet Scientifique et Culturel, le Musée et Parc Buffon de la Ville de Montbard propose une programmation culturelle visant à élargir ses publics, en axant particulièrement ses efforts à destination du public familial.

**Considérant** qu'en tant que Musée de France, il développe également des actions pédagogiques tout au long de l'année à destination des publics scolaires.

**Considérant** le plan de financement prévisionnel comme suit :

DÉPENSES		RECETTES	
<b>Programmation culturelle</b>			
Nuit des Musées	400€	DRAC BFC (40%)	5 885€
Rendez-vous aux jardins	300€		
Journées nationales de l'archéologie	10 013€		
Journées du Patrimoine	300€		
Conférences	700€		
<b>Éducation à l'environnement</b>			
Actions pédagogiques	800€	Ville (60%)	8 828€
Projet jardin	500€		
Club nature et familles	800€		
<b>Médiation</b>			
Visites du Lundi	900€		
<b>TOTAL</b>	<b>14 713€</b>	<b>TOTAL</b>	<b>14 713€</b>

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **sollicite** auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté, une subvention au taux le plus élevé (40%) soit un montant de 5 885€.

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 28**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

**Délibération n°2023.41 :**

**MJC - Espace de Vie Sociale : Convention tripartite d'objectifs et de moyens entre la MJC André MALRAUX,  
la Ville de Montbard et la Communauté de Communes du Montbardois –  
reconduction pour 2023 du cofinancement de la Ville**

**Rapporteur :**

Valérie MONTAGNE, Adjointe

**Le rapporteur expose :**

**Considérant** que l'Association Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) André Malraux a obtenu auprès de la CAF de Côte-d'Or l'agrément « Espace de Vie Sociale » (EVS) sur la base d'un plan d'actions 2021 – 2022.

**Considérant** que cet agrément expire fin mars 2023.

**Considérant** que la Ville de Montbard, en sa qualité de premier partenaire financier de la MJC, et la Communauté de Communes du Montbardois (CCM) ont soutenu financièrement la réalisation de ce projet, en attribuant une subvention exceptionnelle respectivement de 4 000€ et 6 000€ durant les deux années.

**Considérant** que dans le contexte d'élaboration du projet social de territoire, en lien avec l'engagement de la Ville et de la CCM dans une démarche de signature d'une Convention territoriale globale (CTG) avec la CAF avant fin 2023, la MJC a sollicité et obtenu de la CAF, le renouvellement de l'agrément d'EVS sur la base du projet en cours, pour une durée de 12 mois, soit du 1<sup>er</sup> mars 2023 au 29 février 2024.

**Considérant** que suite à ce renouvellement d'agrément, la Présidente de la MJC sollicite le maintien du cofinancement de la Ville de Montbard pour l'année 2023.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **valide** le maintien en 2023, du cofinancement exceptionnel de 4 000€ de la Ville de Montbard à la MJC André Malraux pour le projet d'Espace de Vie Sociale agréé par la CAF,
- **autorise** le Maire à signer l'avenant afférent à la convention tripartite du 29 avril 2021

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**  
**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

---

**Délibération n°2023.42 :**  
**Rapport présentant les actions entreprises suite aux recommandations**  
**de la Chambre Régionale des Comptes**

**Rapporteur :**  
Laurence PORTE, Maire

**Le rapporteur expose :**

**Considérant** que la Chambre Régionale des Comptes Bourgogne-Franche-Comté a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de la Commune de Montbard pour les exercices 2015 à 2020.

**Considérant** qu'en date du 17 janvier 2022, la Commune a reçu le Rapport d'Observations Définitives et en application des dispositions du Code des Juridictions Financières, ce rapport a été présenté au Conseil municipal à la séance du 8 mars 2022.

**Vu** l'article L.243-9 du code des juridictions financières stipulant que : « *Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9.* »

**Considérant** que la Chambre Régionale des Comptes a porté ses investigations sur sept points :

1. La qualité de l'information budgétaire et financière
2. La fiabilité des comptes
3. La situation financière
4. Le dispositif de revitalisation du centre bourg
5. La gestion des ressources humaines
6. La gestion du centre aquatique Amphitrite
7. La gestion et l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID-19

**Considérant** que la Chambre Régionale des Comptes a fait quatre recommandations pour lesquelles les actions entreprises au cours de l'année 2022 sont présentées ci-dessous :

**Recommandation n° 1 :**  
**Compléter les documents budgétaires et comptables de l'ensemble des états annexés, en application des articles L 2313-1 et R. 2313-3 du CGCT**

Dans son rapport d'observations définitives, la Chambre a souligné que sur les exercices 2015 à 2020, les budgets primitifs et les comptes administratifs du budget principal comportent les annexes conformément à la maquette budgétaire M14. Cependant, certains états annexés ont été renseignés partiellement.

En réponse à cette recommandation, le Compte administratif 2022 et le budget primitif 2023, comportent l'ensemble des annexes conformément à la nomenclature comptable M57, adoptée par la collectivité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, par anticipation à la généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

En application de l'article R2313-3 du code général des collectivités territoriales, la situation des états annexés au budget 2023 et au compte administratif 2022 est détaillée ci-après :

**I. Etats annexés au budget et au compte administratif**

**1° Tableaux récapitulants l'état des emprunts et dettes :**

Les informations figurent aux états B1.1 à B1.9 des annexes patrimoniales. Ces états sont renseignés selon la situation comptable de la collectivité. L'état B1.2 (répartition par nature de dette) retrace l'ensemble des emprunts et dettes de la collectivité et est conforme au compte de gestion.

**2° Présentation de l'état des provisions**

Les informations figurent aux états B3.1 et B3.2 des annexes patrimoniales.

**3° Présentation des méthodes utilisées pour les amortissements**

Les informations figurent à l'état B2 des annexes patrimoniales et sont en conformité avec les dispositions de la délibération n°98-345-08 du 11 décembre 1998 relative aux règles et durées d'amortissements.

#### 4° Présentation de l'équilibre des opérations financières

Ces états sont renseignés et en conformité avec la situation comptable de la collectivité, et notamment concernant les autorisations de programmes (état A2.2 pour le budget primitif et C2.1 pour le compte administratif).

#### 5° Présentation de l'état des charges transférées en investissement

La collectivité n'ayant pas réalisé d'écriture comptable, n'est pas concernée par cet état.

#### 6° Présentation du mode de financement des opérations pour le compte de tiers

La collectivité n'ayant pas réalisé d'écriture comptable, n'est pas concernée par cet état.

#### 7° Présentation des engagements donnés et reçus

Ces états sont renseignés selon la situation comptable de la collectivité et concernent : les subventions aux budgets CCAS et Caisse des Ecoles, aux associations et les garanties d'emprunts données au bailleur social CDC Habitat.

#### 8° Présentation de l'emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

La collectivité n'ayant pas réalisé d'écriture comptable, n'est pas concernée par cet état.

#### 9° Etat du personnel

Ces états sont renseignés selon la situation comptable de la collectivité. Depuis 2016, un suivi rigoureux est réalisé par le service ressources humaines afin d'améliorer la lisibilité des emplois de la collectivité pourvus et non pourvus. Les postes non pourvus sont régulièrement supprimés, après avis du Comité technique (nouveau Comité Social Territorial) et sur la base des délibérations prises par le Conseil Municipal.

#### 10° Liste des organismes de regroupement dont la commune est membre

Ces états sont renseignés selon la situation comptable de la collectivité, à savoir, membre du SICECO.

#### 11° Liste des établissements ou services créés par la commune

La collectivité n'ayant pas créé d'établissement ou services, n'est pas concernée par cet état

#### 12° Tableau retraçant les décisions en matière de taux des contributions directes

Etat renseigné en fonction de l'état fiscal n°1259 de l'année et des taux votés par le Conseil Municipal.

### **II. Etats annexés au seul compte administratif**

#### 1° Etat de variation des immobilisations

Etat mis à jour automatiquement en même temps que l'écriture comptable d'acquisition du bien durant l'année comptable.

#### 2° Etat présentant le montant de recettes et de dépenses affectées aux services assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée qui ne font pas l'objet d'un budget distinct du budget général.

Aucun service n'est assujetti à la TVA au sein du budget général et par conséquent la collectivité n'est pas concernée par cet état.

#### **Recommandation n° 2 :**

**Recenser tous les biens immobilisés à l'inventaire physique et rapprocher régulièrement celui-ci de l'inventaire comptable et de l'état de l'actif tenu par le comptable**

Le rapport de la Chambre souligne que la collectivité tient un inventaire physique pour trois catégories de biens : le parc informatique, le parc véhicules et le parc immobilier, mis à jour tout au long de l'année en fonction des opérations d'acquisition, vente ou réforme.

Elle relève cependant, que pour le parc informatique et le parc automobile, le listing des biens ne mentionne pas la date de mise à jour et de ce fait, ne permet pas d'attester l'actualisation régulière de ces documents.

Concrètement, la réponse à cette recommandation nécessite que les services concernés, vérifient la concordance entre l'inventaire physique existant et l'état comptable de l'actif.

Cette action n'a pu être réalisée au cours de l'année 2022, la collectivité ayant dû prioriser la mobilisation des services pour répondre à de nouvelles contraintes :

- départ du responsable informatique en retraite, arrivée d'un nouveau responsable lequel a réalisé l'état des lieux du système informatique et du matériel existant,

- déploiement progressif d'un plan d'économies notamment sur les dépenses d'énergie et carburants.

Dès 2023, les services vont mettre en œuvre la vérification de la concordance de l'inventaire physique avec l'inventaire comptable, pour le parc informatique et pour les véhicules.

#### **Recommandation n° 3 :**

**Constituer les provisions présentant un caractère obligatoire, prévoir leurs conditions par délibération de l'assemblée délibérante et procéder à leur suivi et leur ajustement tous les ans, en application de l'article R. 2321-2 du CGCT, dès 2022**

En application des dispositions de l'article R. 2321-2 du CGCT, les provisions à caractère obligatoire pour une commune sont :

1. la provision pour dépréciation des actifs circulants
2. la provision pour litige

Concernant la dépréciation des actifs circulants, depuis 2021, la collectivité provisionne des crédits à l'article comptable afférent sur la base d'un pourcentage du montant des créances en fonction de leur ancienneté.

L'actualisation des provisions est réalisée sur la base de documents transmis par la perception de Montbard permettant l'établissement de mandat et de titre pour la reprise de provisions.

Comptablement les écritures ont été réalisées comme suit :

Année	Article budgétaire	Crédits prévus	Montant réalisé
2021	6817	1 000€	816.65€
2022	6817	1 000€	1 000€
2023	6817	1 000€	

Concernant les litiges, la Chambre a rappelé le caractère obligatoire de la constitution d'une provision pour litige dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, prenant en compte le montant de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru.

Sur la période du contrôle, 5 contentieux ont été ouverts dont 4 ont été soldés avant 2022, sans risque financier pour la commune.

Sur les budgets 2022 et 2023, cette provision n'a pas été réalisée comptablement ; cependant, elle est constituée financièrement. En effet, l'excédent de fonctionnement reporté (4 604 942,76 € en 2022 et 4 236 649,99€ en 2023) est suffisant pour garantir la capacité du budget de fonctionnement à régler la charge financière pouvant résulter des contentieux en cours. Dans ces conditions, le risque financier encouru pour les 3 contentieux en cours n'est pas de nature à exposer la collectivité à des difficultés de paiement en cas de jugement défavorable à son encontre.

Pour les exercices à venir, en fonction de l'évolution de l'instruction des contentieux (généralement sur plusieurs années) et du montant de l'excédent de fonctionnement disponible, avec prudence et anticipation, la collectivité constituera les provisions comptables si elles s'avèrent nécessaires.

**Recommandation n° 4 :**  
**Respecter dès 2022 la durée légale annuelle du temps de travail fixée à 1607 heures**

Dans son rapport, la Chambre a relevé que sur la période contrôlée, la durée du temps de travail des agents de la collectivité était inférieure à 1 607 heures par an.

Dans les observations définitives, elle a rappelé que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 met fin aux régimes dérogatoires à la durée hebdomadaire de travail de 35 heures et impose aux collectivités de redéfinir les règles relatives au temps de travail pour une mise en conformité avec la réglementation au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

En réponse aux observations provisoires, la collectivité a indiqué à la Chambre que la collectivité sera en conformité avec la loi citée et a fourni les justificatifs attestant :

- la concertation et le travail collaboratif avec les représentants du personnel pour définir les modalités d'aménagement du temps de travail pour les services de la Ville de Montbard
- le protocole du temps de travail à 1 607 heures et ses annexes, exécutoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022
- l'avis favorable du Comité technique du 25 novembre 2021
- la validation par le Conseil municipal le 13 décembre 2021 et la transmission de la délibération et de ses annexes au contrôle de légalité

Par voie de conséquence, la collectivité a déjà répondu à cette recommandation et mis effectivement en œuvre, au sein de l'ensemble des services, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le protocole du temps de travail à 1 607 heures.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, prend acte de la présentation de ce rapport et ce dernier sera transmis à la Chambre Régionale des Comptes

Concernant la recommandation n°3, Monsieur Bruno DIANO, conseiller municipal du groupe « Alternative citoyenne pour Montbard », estime nécessaire de réaliser des provisions même si elles sont constituées financièrement.

**Délibération n°2023.43 :**  
**Avis sur demande de remise gracieuse suite à débet juridictionnel prononcé**  
**par la Chambre Régionale des Comptes à l'encontre d'anciens comptables de la commune de Montbard**

**Rapporteur :**  
 Laurence PORTE, Maire

## **Le rapporteur expose :**

**Considérant** que la gestion des finances publiques repose sur un principe fondamental : la séparation des fonctions d'ordonnateur (le Maire pour une commune) de celles de comptable (le Trésorier de la direction générale des finances publiques dont dépend la commune).

**Considérant** que jusqu'au 31 décembre 2022, les comptables publics étaient responsables personnellement et pécuniairement des actes et contrôles qui leur incombent.

**Considérant** que l'ordonnance du 23 mars 2022 a supprimé la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Considérant** qu'après avoir procédé au contrôle de gestion et des comptes de la commune de Montbard pour les exercices 2015 à 2020, la Chambre Régionale des Comptes Bourgogne–Franche-Comté a conduit en 2021, un contrôle juridictionnel des comptes produits par les comptables de la commune pour les exercices 2014 à 2019.

**Vu** les comptes rendus, en qualité de comptables de la Commune de Montbard, par Madame Brigitte MEUNIER du 01/01/2014 au 19/02/2018 et Monsieur Joël PRIN du 20/02/2018 au 31/12/2019, à l'issue du contrôle, la Chambre s'est prononcé comme suit :

- par ordonnance n° 2021 – 0025, du 5 novembre 2021 :
  - Mme Brigitte MEUNIER est déchargée de sa gestion pour la période comprise entre le 01/01/2014 et le 31/12/2014 et du 01/01/2017 au 19/02/2018
  - M. Joël PRIN est déchargé de sa gestion pour la période comprise entre le 01/01/2019 et le 31/12/2019
- par jugement n° 2022-0003 prononcé le 20 mai 2022 :
  - Mme Brigitte MEUNIER est constituée débitrice de la commune de Montbard, pour la somme de 8 745.94€ augmentée des intérêts de droit à compter du 26/10/ 2021, au titre de l'exercice 2015, et pour la somme de 2 173€ augmentée des intérêts de droit à compter du 26/10/2021, au titre de l'exercice 2016
  - M. Joël PRIN est constitué débiteur de la commune de Montbard, pour la somme de 2 130,04€ augmentée des intérêts de droit à compter du 26/10/2021

### **Considérant la 1<sup>ère</sup> présomption de charge concernant Mme Brigitte MEUNIER au titre des exercices 2015 et 2016**

Des indemnités d'astreinte, pour un montant total de 8 599.38€, ont été versées (de janvier à décembre 2015 et de janvier à avril 2016) à deux agents communaux de la filière technique bénéficiant d'une concession de logement par nécessité absolue de service.

La procureure financière considère que la comptable aurait dû suspendre le paiement des indemnités en question puisque la réglementation exclut la rémunération d'astreintes aux agents bénéficiant d'un logement de fonction attribué par nécessité absolue de service.

Cependant, les deux agents bénéficiaient certes d'un logement de fonction pour des activités très précises liées à ces logements, toutefois, les indemnités d'astreinte liquidées par la comptable concernaient des activités autres que celles liées aux logements de fonction. Les astreintes en question étaient liées, pour l'un à la gestion de l'aire des gens du voyage et pour l'autre agent, à des interventions sur les espaces verts et à la mise en place de manifestations sportives. Ces activités étaient sans lien avec les missions que les deux agents assuraient en contrepartie de leur logement de fonction et la validation des salaires par l'ordonnateur atteste le service fait et sa volonté de rémunérer les agents pour les prestations qui répondaient aux besoins de la commune.

Par conséquent, la collectivité n'a subi aucun préjudice financier puisque ces astreintes étaient indispensables et si elles n'avaient pas été confiées à ces deux agents, d'autres auraient dû les assurer. Or les deux agents étaient les seuls à pouvoir assurer le service public demandé (connaissance des installations techniques, logiciel de gestion de l'aire des gens du voyage pour assurer l'accueil et les dépannages 24h/24 et 7j/7 conformément à la réglementation). Si la collectivité devait confier ces astreintes à d'autres agents, des recrutements supplémentaires aurait été nécessaires ; option incompatible avec une gestion optimisée et rigoureuse de la masse salariale.

### **Considérant la 2<sup>ème</sup> présomption de charges concernant Mme Brigitte MEUNIER au titre de l'exercice 2015**

Le Ministère public a soulevé à l'encontre de Mme Brigitte MEUNIER une présomption de charge en raison du paiement d'indemnités pour enlèvement des ordures le long des voies au bénéfice de neuf agents communaux pour un montant global de 2 319.56€ au titre de l'exercice 2015. Mme Brigitte MEUNIER aurait méconnu ses obligations de contrôle de la dépense, en s'appuyant uniquement sur une délibération qui fixait les taux et les montants des indemnités.

La procureure financière estime que la comptable aurait dû suspendre le paiement étant donné qu'elle ne disposait pas d'une délibération fixant la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités ni des arrêtés individuels fixant le taux applicable à chaque agent.

Cependant, Madame Brigitte MEUNIER a justifié au cours du contrôle, que l'absence de ces pièces individuelles considérées indispensables par la Chambre régionale des comptes en complément de la délibération fournie, ne remet pas en cause le bien-fondé de ces indemnités qui répondent à un réel besoin de la collectivité ; le libellé porté sur les bulletins de salaire est sans ambiguïté et la validation par l'ordonnateur atteste du service fait et de sa volonté de rémunérer les agents pour ces prestations.

Par ailleurs, la collectivité a confirmé à la Chambre qu'elle n'a subi aucun préjudice financier.

**Considérant** la 3<sup>ème</sup> présomption de charge concernant M. Joël PRIN au titre de l'exercice 2018

Le Ministère public a soulevé à l'encontre de M. Joël PRIN une présomption de charge en raison du paiement d'indemnités pour enlèvement des ordures le long des voies au bénéfice de sept agents communaux pour un montant global de 2 130.04€ pour les mois de mars à décembre 2018.

Il s'agit de la même nature de dépenses que celle relevée dans la 2<sup>ème</sup> présomption de charges à l'encontre de Mme Brigitte MEUNIER, mais sur une période où les fonctions de comptable public ont été assurées par M. Joël PRIN.

La Chambre fait une analyse similaire et le comptable et l'ordonnateur ont apporté les mêmes réponses et justifié le bien-fondé de la dépense et l'absence de préjudice financier pour la collectivité.

Considérant qu'il convient de noter que chaque mois, le comptable public mettait en paiement le salaire et les charges pour 160 agents environ représentant pour les années 2015, 2016 et 2018 une dépense totale de 15 592 000€. Aussi, la part de mise en débet est toute relative par rapport à la masse budgétaire en jeu et démontre la qualité du travail fourni par les services de la Ville ainsi que par le comptable public.

**Considérant** que l'exécution de ces paiements par les comptables correspondait bien au souhait de la Ville de verser ces indemnités aux agents bénéficiaires sur la base des délibérations régulièrement votées.

**Considérant** que la Chambre considère que les comptables auraient dû réaliser un contrôle exhaustif et exiger des décisions individuelles complémentaires ou refuser le paiement.

**Considérant** que les deux comptables publics ont présenté une demande de remise gracieuse auprès de leur ministre de tutelle.

**Considérant** que conformément à la procédure, l'instruction de ces demandes de remise gracieuse nécessite un avis préalable de la collectivité.

**Considérant** que sur les charges pour lesquelles une remise gracieuse est demandée, il est avéré que la Ville n'a pas supporté de préjudice financier, les dépenses considérées correspondant à des besoins réels de la Ville et ayant fait l'objet d'une exécution incontestable au bénéfice de celle-ci,

Monsieur Bruno DIANO, conseiller municipal du groupe « Alternative citoyenne pour Montbard », estime normal les comptables publics assument leurs responsabilités d'être mis en débet, ces derniers pouvant se couvrir par une assurance.

Madame le Maire propose d'émettre un avis favorable dans la mesure où la Ville de Montbard n'a subi aucun préjudice financier. Elle rappelle également avoir toujours refusé que la Ville de Montbard verse la moindre indemnité de gestion de suivi aux comptables la considérant injustifiée au regard de l'absence de service rendu en la matière.

Sylvie GOYARD, Ahmed KELATI et Bruno DIANO s'étant abstenus,

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- émet un avis favorable à la demande de remise gracieuse totale de chacun des deux comptables.

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 25**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 3**

---

**Délibération n°2023.44 :**

*(Annule et remplace délibération n°2022.96)*

**Inscription à l'état d'assiette – Destination des coupes – Exercice 2023**

**Rapporteur :**

Martial VINCENT, Adjoint

**Le rapporteur expose :**

**Vu :**

- les articles L211-1, L214-6, L214-10, L214-11 et L243-1 à 3 du Code forestier ;
- le décret n°2015-678 du 16 juin 2015 relatif aux conditions de mise en œuvre du 3<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 214-5 du code forestier
- le Règlement National d'Exploitation Forestière ;
- les articles 12, 14 et 15 de la Charte de la forêt communale ;

**Considérant :**

- le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale ;
- la présentation faite par l'Agent patrimonial des parcelles proposées à l'inscription ou non à l'état d'assiette 2021 et 2023 ;
- l'erreur matérielle de la délibération 2022-96 du 27 Octobre 2022 et la nécessité de reprendre une nouvelle délibération,

## Le Conseil municipal,

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

PREMIEREMENT :

- **approuve** l'inscription à l'assiette de l'exercice 2023 (coupes réglées) :

Parcelle	Surface (ha)	Type de coupe
1	0.89	Sanitaire (AS)
3	0.5	Sanitaire (AS)
4	2.42	Sanitaire (AS)
6	1.73	Sanitaire (AS)
11	1.39	Sanitaire (AS)

DEUXIEMEMENT :

- **décide** la destination des coupes réglées et non réglées de la forêt communale inscrites à l'état d'assiette de l'exercice 2023 :

Vente sur pied des arbres de futaies par les soins de l'O.N.F

Parcelle	Composition (à préciser si plusieurs lots prévus)
1	EPC
3	EPC
4	EPC
6	EPC
11	RXU

- **valide** le choix proposé par l'ONF de contrats d'approvisionnement négociés de gré à gré pour la coupe n° 1, 3, 4, 6, 11 et pour les produits mis en vente façonnés (ventes publiques et/ou en ventes simples de gré à gré)

- **mandate** l'ONF, pour les ventes de gré à gré, afin de mener les négociations et faire à la collectivité une proposition de prix, dans le respect des règles de confidentialité imposées par le secret des affaires  
Essence concernée Epicéa et volume approximatif envisagé 240m3.

Par cette validation le conseil accepte la vente groupée conclue en application de l'Art L214-6 du code Forestier : le prix de vente sera en totalité encaissé par l'Agent comptable Secondaire de l'ONF qui reversera à la commune la quote-part établie, moins 1% correspondant aux frais de gestion reversés à l'ONF. Le virement au propriétaire interviendra au plus tard à la fin du 2ème mois suivant l'encaissement effectif des sommes par l'acquéreur du lot regroupé. Il s'engage en outre à assurer la bonne exécution du contrat à partir des produits extraits de son domaine forestier, une fois la proposition de prix acceptée par l'organe exécutif de la commune, et le contrat conclu par l'ONF. En cas de ventes et exploitations groupées, le Conseil Municipal autorise le Maire à signer la convention nécessaire à sa mise en œuvre.

TROISIEMEMENT :

- **accepte** sur le territoire communal relevant du Régime Forestier le dépôt des bois issus du domaine forestier de la commune, dans les conditions prévues par les différents cahiers des clauses des ventes et par le Règlement National d'Exploitation Forestière

- **interdit** la circulation des véhicules hors des chemins, cloisonnements d'exploitation et places de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers et aux peuplements

- **autorise** le Maire à signer tout document afférent

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 28**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

---

**Délibération n°2023.45 :**

**Création d'emploi saisonnier pour les Services Techniques –  
Service Valorisation Paysagère et Jardins Publics**

**Rapporteur :**

*Aurélio RIBEIRO, Adjoint*

**Le rapporteur expose :**

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales,

- le code général de la fonction publique et notamment son article L. 332-23 2° du code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité,

**Considérant :**

- le fonctionnement du service Valorisation Paysagère et Jardins Publics dont les missions sont liées à la saisonnalité et ne nécessitent pas un emploi permanent durant toute l'année,

- que ces besoins requièrent par conséquent un renfort saisonnier,
- que ces missions relèvent du grade d'Adjoint Technique Territorial – catégorie C, échelle C1,

**Précisant** que la rémunération est fixée comme suit :

- indices brut et majoré correspondant au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'Adjoint Technique Territorial,
- heures complémentaires et supplémentaires rémunérées possibles à la demande de la Collectivité.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **créé** – dans les conditions fixées ci-dessus - pour la période du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 31 août 2023 - 1 emploi saisonnier d'Adjoint Technique Territorial à temps complet

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

---

**Délibération n°2023.46 :  
Création d'emploi saisonnier pour les Services Techniques**

**Rapporteur :**

*Aurélio RIBEIRO, Adjoint*

**Le rapporteur expose :**

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique et notamment son article L. 332-23 2° du code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité,

**Considérant :**

- la nécessité pour la Collectivité de recruter des agents saisonniers afin d'assurer la continuité du service public en période de congés annuels d'été du personnel titulaire des services techniques (*propreté urbaine, L.E.S.R.A., ...*),
- que ces missions relèvent du grade d'Adjoint Technique Territorial – catégorie C, échelle C1,

**Précisant** que la rémunération est fixée comme suit :

- indices brut et majoré correspondant au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'Adjoint Technique Territorial,
- heures complémentaires et supplémentaires rémunérées possibles à la demande de la Collectivité.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **créé** – dans les conditions fixées ci-dessus – pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 août 2023 - 1 emploi saisonnier d'Adjoint Technique Territorial à temps complet.

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

---

**Délibération n°2023.47 :  
Création d'emplois saisonniers pour le Service Camping municipal**

**Rapporteur :**

*Aurélio RIBEIRO, Adjoint*

**Le rapporteur expose :**

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique et notamment son article L. 332-23 2° du code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité,

**Considérant :**

- la nécessité d'assurer l'entretien et l'accueil du camping municipal durant toute la saison touristique,
- que ces missions ne peuvent être assurées uniquement par les deux agents contractuels sur emploi permanent actuellement en poste, notamment afin de garantir la continuité du service public et le respect des temps de travail et de repos des agents,
- que ces missions relèvent des grades d'Adjoint Technique Territorial et Adjoint Administratif Territorial – catégorie C, échelle C1,

**Précisant** que la rémunération est fixée comme suit :

- indices correspondants au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'Adjoint Technique Territorial,

- heures complémentaires rémunérées possibles à la demande de la Collectivité.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **créé** – dans les conditions fixées ci-dessus :

- 1 emploi saisonnier d'Adjoint Administratif Territorial à temps non complet, à raison de 24h30 hebdomadaires, pour la période du 01<sup>er</sup> mai 2023 au 31 août 2023 inclus
- 1 emploi saisonnier d'Adjoint Technique Territorial à temps non complet, à raison de 17h30 hebdomadaires, pour la période du 01<sup>er</sup> mai 2023 au 30 septembre 2023 inclus.

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

---

**Délibération n°2023.48 :  
Création d'un emploi saisonnier pour le Service Musée et Parc**

**Rapporteur :**

*Aurélio RIBEIRO, Adjoint*

**Le rapporteur expose :**

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique et notamment son article L. 332-23 2° du code général de la fonction publique, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité,

**Considérant :**

- la nécessité pour la Collectivité de recruter un agent d'accueil saisonnier pour le service musée et parc,
- que ces missions relèvent du grade d'Adjoint du Patrimoine Territorial – catégorie C, échelle C1,

**Précisant** que la rémunération est fixée comme suit :

- indices brut et majoré correspondant au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'Adjoint du Patrimoine Territorial,
- heures complémentaires et supplémentaires rémunérées possibles à la demande de la Collectivité.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **créé** – dans les conditions fixées ci-dessus – pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 30 septembre 2023 inclus - 1 emploi saisonnier d'Adjoint du Patrimoine Territorial à temps complet

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

---

**Délibération n°2023.49 :  
Création d'un emploi permanent pour le Service L.E.S.R.A**

**Rapporteur :**

*Aurélio RIBEIRO, Adjoint*

**Le rapporteur expose :**

**Vu :**

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique, notamment son article L332-8,

**Considérant :**

- la nécessité pour la Collectivité de disposer dans le service L.E.S.R.A. de compétences dans le domaine de l'électricité, de la sonorisation, du son et de l'éclairage, afin d'assurer les prestations techniques nécessaires à la réalisation des spectacles et autres manifestations et, de veiller à la mise en sécurité des équipements et des spectateurs,
- que ces missions relèvent du grade d'Adjoint Technique Territorial Principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- qu'en cas de recrutement infructueux d'un fonctionnaire et afin de répondre aux besoins du service, la Collectivité pourra faire appel à un agent contractuel conformément aux dispositions de l'article L332-8 2° du CGFP,
- qu'en cas de recours à un agent contractuel, ce dernier sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

**Précisant**, qu'en cas de recours à un agent contractuel, la rémunération sera fixée comme suit :

- indices brut et majoré compris entre le 1<sup>er</sup> échelon et le 8<sup>ème</sup> du grade d'Adjoint Technique Territorial Principal de 1<sup>ère</sup> classe selon l'expérience du candidat retenu,
- heures complémentaires et supplémentaires rémunérées possibles à la demande de la Collectivité.

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, et après en avoir délibéré

- **créé** – dans les conditions fixées ci-dessus – à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 - 1 emploi permanent d'Adjoint Technique Territorial Principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés :**

**POUR : 28                      CONTRE : 0                      ABSTENTION : 0**

---

**Délibération n°2023.50 :**

**Communication des décisions du Maire prises dans le cadre des compétences déléguées**

**Rapporteur :**

Laurence PORTE, Maire

**Le rapporteur expose :**

Par délibération n° 2020-44 du 27 mai 2020, le Conseil municipal a délégué au Maire, les compétences prévues à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Dans ce cadre, le Conseil municipal est informé des décisions prises par le Maire, suivant la liste ci-dessous :

2023		
27	06/03/2023	Régie de dépenses de l'Hotel-de-Ville : Nomination d'un mandataire supplémentaire
28	14/03/2023	Résiliation de bail - Studio n°1, 2 rue Edme Piot
29	16/03/2023	Remboursement sinistre - Véhicule AV592GW - 937.08 €

**Le Conseil municipal,**

L'exposé du rapporteur entendu, donne acte de la communication des décisions du Maire figurant dans le tableau ci-dessus

Les délibérations n°2023.28 à n°2023.50 ont été examinées au cours de cette séance à laquelle étaient présents

Laurence PORTE, Aurélio RIBEIRO, Danielle MATHIOT, Abdaka SIRAT, Maryse NADALIN, Martial VINCENT, Valérie MONTAGNE, Marc GALZENATI, adjoints, Sandra VAUTRAIN, Bernard NICOLAS, Brigitte FOGLIA, Dominique ALAINÉ, Béatrice QUILLOUX, Francisca BARREIRA, Fabien DEBENATH, Mireille POIRROTTE, Béatrice PARISOT, Joël GRAPIN, Daniel DESCHAMPS, Sylvie GOYARD, Ahmed KELATI, Bruno DIANO, conseillers municipaux.

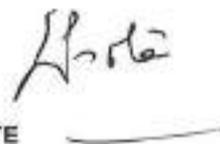
La secrétaire de séance

Danielle MATHIOT



Le Maire,

Laurence PORTE



En application de l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal lors de la séance a été publiée sur le site de la Ville le 4 avril 2023.